

Souffles

REVUE CULTURELLE ARABE DU MAGHREB



Afrique, un seul et même combat
Dossier colonies "portugaises" ♦ Lumumba vivant
Israël mission impérialiste en Afrique

N° 19
3 DH

**afrique
un
seul
et
même
combat**



SOUFFLES : revue culturelle arabe du maghreb
(6 numéros par an)

C. C. P. : 989.79 — Téléphone : 235-92

Siège social : 4, Avenue Pasteur - Rabat - Maroc

responsable : abdellatif laâbi

sommaire

PORTRAIT	4	abraham serfaty	lumumba vivant
Editorial	5	abdelkrim dhofari	présence impérialiste et perspectives de lutte en Afrique
ACTION IDEOLOGIQUE	12	amilcar cabral	fondements et objectifs de la libération nationale...
DOSSIER :	22	mario de andrade	le front de lutte contre le colonialisme portugais
LES COLONIES			
« PORTUGAISES »	32	agotinho neto	nous devons nous battre jusqu'à la victoire
	39	frelimo	2° congrès conclusions générales
	42	mpla	programme majeur
	46	sahara occidental	
AFRIQUE, UN SEUL	49	tchad	
ET MEME COMBAT	51	érythrée	
FICHES	54	guinée et cap vert	
	55	angola	
	57	mozambique	
	59	sao tomé et principe	
	61	république sud-africaine	
	64	zimbabwe	
	65	namibie	
DOCUMENT	66	ARG	israël, mission impérialiste en afrique
SOUFFLES-LITTERAIRES	78		rôle de la poésie dans la révolution mozambicaine
BIBLIOTHEQUE-SOUFFLES	92		bibliographie sommaire africaine
LIAISON	94		extraits de correspondance livres reçus par la revue
			● ont participé à la rédaction de ce numéro : abdelkrim dhofari, abdellatif laâbi, abdelaziz mansouri, el mostafa nissaboury, abraham serfaty, meriem yousfi ● les textes de a. cabral, a. neto, du mpla et du frelimo nous ont été communiqués par mario de andrade ● Les cartes ont été établies par r. t ● réalisation artistique mohammed chebaa collaboration ali noury

vive le kamerun libre !

Au moment de mettre sous presse, une dépêche datée du samedi 16 janvier 1971, nous apprend ce qui suit :

YAOUNDE, 16 janv. (Reuter). - Les trois condamnés à mort qui n'ont pas été graciés par le président du Cameroun ont été exécutés vendredi à 10 heures (locales) à Bafoussam, dans l'Ouest du Cameroun oriental, annonce-t-on officiellement à Yaoundé.

MM. Ernest Ouandie, Gabriel Tabu et Fotsing Raphaël, condamnés à mort au début du mois à Yaoundé pour complot contre la sécurité de l'Etat, ont été passés par des armes vendredi matin en place publique à Bafoussam. »

Nous reviendrons sur la longue et sanglante marche du peuple kamerunais, conduit par l'Union des Populations du Kamerun, pour sa libération du joug colonial et néo-colonial.

Gloire éternelle aux héros du peuple kamerunais !

Vive le Kamerun libre !

17.1.71

présentation

A ses lecteurs, SOUFFLES propose dans ce numéro quelques éléments d'une réflexion globale sur les problèmes actuels de l'Afrique et sur ses perspectives d'avenir.

Conçu au départ et construit autour de l'idée d'un numéro spécial sur les luttes des peuples encore sous domination portugaise, nous avons accordé une large place dans notre sommaire aux documents et aux analyses sur la situation actuelle de la lutte dans ces territoires africains.

De fait, le combat que mènent aujourd'hui les vaillants patriotes Angolais, Mozambicains et Guinéens contre l'irréductibilisme et l'ultra-colonialisme portugais est un des plus avancés qui soit en Afrique. Très tôt cependant, au cours de l'élaboration du numéro et de la discussion collective des textes, apparut la nécessité de dépasser les considérations perfectionnistes — et forcément fragmentaires — du « dossier spécial », pour poser les problèmes de la lutte des peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée Bissao dans un contexte d'ensemble aux contours géographiques plus vastes, celui de la Révolution Africaine.

Ainsi, la lutte des peuples Sud-Africain, Namibien, Zimbabwe, Saharien, Erythréen, Tchadien auxquels nous consacrons un certain nombre de fiches, trouverait naturellement place dans ce numéro à côté de la glorieuse lutte du MPLA, du FRELIMO et du PAIGC.

3

C'est dans cet esprit que nous nous sommes également attachés à définir l'ennemi pour une meilleure évaluation de ses forces, de ses moyens et pour une approche rapide de ses objectifs stratégiques en Afrique. A ce propos, un excellent texte sur la pénétration israélienne en Afrique, parvenu à nous récemment, nous a fourni l'occasion de mettre en valeur l'unité révolutionnaire et les convergences qui existent nécessairement entre la Révolution Arabe et la Révolution Africaine. De cette unité dialectique, nous avons dégagé le slogan de ce numéro : « Afrique, un seul et même combat ».

Dans le chapitre des perspectives africaines, un texte d'Amílcar Cabral a suscité au sein du groupe d'action de la revue une profonde réflexion. Nous avons jugé significatif de l'insérer dans la rubrique « Action Idéologique ». Nous le reproduisons intégralement dans le souci d'élargir la discussion.

Enfin, il appartiendra à la poésie d'expression portugaise de clôturer cette fois-ci le dossier, démontrant magistralement ce que peut être la poésie au service de la lutte des masses africaines.

SOUFFLES



4

portrait

Il y a dix ans, le rideau tombait sur le drame de Lumumba. Bref et terrible. Un homme, et avec lui un peuple, assassiné.

Aujourd'hui, la rive gauche du fleuve Congo voit se congratuler deux chefs d'Etat, celui auquel Lumumba arracha l'indépendance de son pays, celui qui la lui arracha. A grand renfort de reporters internationaux, de numéros spéciaux du Monde Diplomatique, et d'hommes d'affaires belgo-américains.

Que reste-t-il de Lumumba ? Le souvenir lancinant au cœur des peuples d'Afrique du seul homme qui, dans l'apothéose néo-coloniale des fausses indépendances de 1960, osa se lever et crier : Non ! Le souvenir lancinant de cet homme, de son peuple, qui se battirent seuls contre tous, contre les parachutistes belges et les armées de l'ONU, contre « l'opinion publique mondiale » qui, déjà, assassinait un peuple sous couvert de protéger les siens, contre les ricanements de l'homme civilisé, contre toutes les trahisons, contre le

fer, le sang, et le mensonge déchaînés ?

Aujourd'hui, certes, le cuivre et l'uranium du Katanga sont saufs. Ceux qui voulurent reprendre le drapeau de Lumumba au Congo, Soumialot, Mulélé, assassinés, au besoin avec de nouveaux renforts de parachutistes civilisateurs.

Et pourtant, qu'est 1970 pour l'Afrique ? La croisière triomphale sur le fleuve Congo, ou l'Angola, ou la Guinée, ou le Mozambique, ou la Namibie, ou le Zimbabwe, ou le Tchad, ou l'Erythrée ?

Lumumba vit, plus que jamais, par Cabral, par Neto, par les peuples d'Afrique, par le fidaï d'Amman et celui du Tchad, par le peuple congolais qui, lui aussi, se lèvera et saura, avec les autres peuples d'Afrique, régler, aux parachutistes et à leurs mandants, leurs comptes.

a. serfaty

lumumba
vivant

éditorial

présence impérialiste et perspectives de lutte en Afrique

C'est un lieu commun désormais que de constater la différence croissante entre le niveau de vie des pays industrialisés et celui des pays sous-développés, ou, en d'autres termes, entre les pays colonisateurs et les pays colonisés. Dans ce constat d'aggravation, l'Afrique, naturellement, a place au pupitre. Dans les pages des grands magazines internationaux, l'Afrique « famélique » est là pour apporter ce complément de sensations, ce soupçon d'érotisme, de plus en plus nécessaires à l'équilibre des foyers occidentaux.

L'Afrique, à qui on refuse toute histoire, voilà aujourd'hui qu'elle encombre l'actualité. Non pas par les changements qualitatifs qui s'y opèrent sur le plan des nations et des hommes, mais par la persistance de cette vision ethnologique et anthropologique de l'Afrique que la presse et la littérature coloniales se gardent bien d'effacer. La vocation de l'Afrique, c'est d'enrichir et de distraire. Son authenticité, c'est les femmes-plateaux, les hommes bleus, les Mau Mau, la mouche tsé-tsé et l'antilope, la noix de coco et le manioc, la houe et la pirogue, le diamant et le cuivre. Ou alors, c'est le Biafra, les colonels, l'instabilité politique, la tyrannie de clan.

A travers les prismes déformants de la civilisation occidentale, nous ne pouvons apparaître autrement que comme des objets d'ivoire et d'ébène. Dans cette optique, le masque de notre misère, n'est-il pas plutôt un tatouage indélébile ? En d'autres termes, la mission « civilisatrice » de l'Occident aurait-elle échoué ? Ou bien l'homme africain serait-il enfermé dans son immanence, sans recours, sans espoir ?

Le ton est sensiblement le même chez ceux qui feignent de prendre la défense des Africains. On reproche au Portugal son acharnement, aux colons blancs d'Afrique du Sud leur hermétisme, aux marchands de canons leur cupidité.

Aux Africains, on conseille la sagesse, la modération. A tour de bras, on nous bourre le crâne de citations de Lénine déformées ou prises hors texte. « Quoi, vous voulez faire de vos hameaux de pisé des citadelles révolutionnaires ? de l'Afrique un Vietnam ? du Tiers-Monde un enfer ? Savez-vous que Lénine a dit : « sans prolétariat, pas de révolution » ? Méditez bien ce principe et attendez ».

Eh bien, qu'on nous attende. Mais en attendant, qu'on nous

laisse en paix. Dans notre sous-développement mental, nous savons tout de même ce que sont le colonialisme et le racisme, l'oppression et la ségrégation, l'humiliation et l'aliénation. Dans notre insularité, les bruits de la révolution chinoise, vietnamienne, algérienne, cubaine nous sont quand même parvenus.

Dans la tempête qui se déchaine de par les trois continents, l'Afrique s'est durcie, l'Afrique s'est levée et, puisant sa force dans son passé glorieux et dans l'expérience de lutte des autres peuples, l'Afrique s'est juré de vivre, un jour proche, dans la liberté et la dignité.

LA PRESENCE IMPERIALISTE EN AFRIQUE

« Afrique la plus riche proie de la terre »

(J. Gunther)

« Afrique, ce continent que Dieu a mis en réserve pour l'humanité »

(dicton américain)

Contrairement à ce que les glossateurs de la colonisation prétendront plus tard, pour la justifier à aucun moment, celle-ci ne fut une mission civilisatrice, le fardeau de l'homme blanc. La colonisation ne s'est jamais soucée

des colonisés. Tout ce qu'elle a pu faire de bien pour eux, l'a été par accident, par ricochet. Si elle a construit des écoles, c'est parce qu'elle avait besoin de cadres subalternes que l'Europe ne pouvait fournir en nombre suffisant. Si elle a construit des hôpitaux, c'est qu'elle avait besoin d'une main d'œuvre en bonne santé ; si elle a construit des routes, des chemins de fer et des ponts, c'est uniquement pour drainer nos richesses vers l'Europe. De la même manière, le néo-colonialisme n'est pas, par rapport au colonialisme, un changement d'objectif. Il n'est qu'une modification de tactique et de méthode, imposée par la lutte des peuples. Tant qu'il existe, les objectifs permanents de l'impérialisme restent immuables.

Pour cette nouvelle forme de domination aux multiples aspects, l'impérialisme a mis en application quatre principes devenus véritables institutions :

- pénétration économique : investissements directs et indirects.
- agression culturelle : mainmise sur l'enseignement et l'éducation.
- subversion idéologique : conditionnement par une intense propagande.
- présence militaire enfin : encadrement des appareils de répression, envoi de fournitures militaires, maintien de bases, etc...

1 - Pénétration économique

Investissements américains en Afrique : Les grands financiers américains réalisent leur expansion en Afrique par deux voies :

- la voie directe, c'est-à-dire les investissements directs ;

- la voie indirecte, c'est-à-dire les investissements réalisés par le canal des sociétés européennes contrôlées par les U.S.A. ou comportant des capitaux américains.

Ce contrôle de l'économie des anciennes puissances coloniales par les U.S.A. a pour effet d'aggraver les conditions de ces pays et de les transformer en économies satellites, ce qui les pousse à se retourner vers leurs anciennes colonies, pour trouver en elles, grâce à une exploitation accrue, un remède à leurs propres difficultés.

En 1960, le total des investissements privés directs des Etats-Unis en Afrique s'élevait à 925 millions de dollars et se répartissait ainsi :

- 195 pour l'Afrique du Nord
- 46 pour l'Afrique de l'Est
- 290 pour l'Afrique occidentale
- 394 pour l'Afrique centrale et du Sud
- 82 pour la Rhodésie Nyassaland.

En 1964, les investissements américains en Afrique atteignaient près de 3.500 millions de dollars dont la moitié investie dans la recherche et la production d'hydrocarbures, et près du quart dans l'extraction de minerais.

A ces investissements s'ajoutent naturellement les investissements indirects, les crédits d'export-import, etc... Alors que le taux moyen des bénéfices américains à l'étranger est de 20 %, en Afrique il est de près de 30 %. Ainsi, de 1946 à 1966, les monopoles américains ont réalisé en Afrique près de 3 milliards de dollars de bénéfices.

Dans ce contexte d'exploitation forcée, l'objectif principal et le mobile de l'aide américaine est de maintenir des régimes honnis par nos peuples. L'aide est ainsi un moyen de sauvegarder les positions mondiales du capitalisme américain sans l'intervention des forces armées. « Je préfère de beaucoup accorder notre aide de cette façon-là que de nous retourner par la suite devant la

nécessité de confier cette tâche à nos boys américains » (c'est-à-dire aux Marines). Président Kennedy, discours devant le Sénat, été 1961.

Le néo-colonialisme français et la C.E.E. en Afrique : Contrairement à ce que certains peuvent penser, les indépendances n'ont pas sérieusement ébranlé les intérêts français en Afrique. Bien sûr, la France doit affronter la concurrence des autres impérialismes dans des conditions moins favorables qu'à l'époque du monopole colonial, mais jusqu'à présent, elle a réussi à sauvegarder l'essentiel de ses intérêts. Les chiffres le montrent bien.

En 1962, les exportations vers la France des Etats africains et malgache représentaient 58 % de leurs exportations totales et leurs importations 62 % des importations totales.

En ce qui concerne l'aide française, son mobile n'est pas fondamentalement différent de celui de l'aide américaine. Rappelons au passage que 45 % de l'aide publique française est une aide liée, c'est-à-dire subordonnée à des achats de produits et de matériel français.

Avec l'Afrique du Sud raciste, la France entretient des rapports constants et suivis ; elle vient au 3e rang après l'Angleterre et les U.S.A., avec des investissements de 87,5 millions de livres sterling ; d'autre part, c'est bien connu, la France est en train de remplacer les U.S.A. et la Grande-Bretagne comme principal vendeur d'armes.

Rôle de l'impérialisme ouest-allemand : « Nous fûmes absents de l'Afrique durant ces quarante dernières années. Et je pense que cette situation n'est pas un tort, mais un bénéfice que l'histoire nous a donné malgré nous » (Déclaration de Gerstsenmaier au cours de la Semaine Africaine à Bonn). De cette constatation dé-

coule tout naturellement le rôle dévolu à l'Allemagne en Afrique. Dans la stratégie mondiale de l'impérialisme, la R.F.A. a reçu mandat pour jouer le rôle de « cheval de Troie » en Afrique. « Les Alliés ont explicitement appelé l'Allemagne à faire quelque chose en Afrique parce qu'eux-mêmes ne sont pas en position de satisfaire toutes les demandes. En plus, ils ne peuvent réaliser des projets dans certains endroits à cause de leur passé colonial ; en fait, les plans sont coordonnés avec les Etats-Unis » (Leiner Los, 1964).

Naturellement, en plus de cette fonction de prête-nom, la politique allemande en Afrique satisfait à des objectifs proprement allemands :

— objectifs économiques : nécessité pour l'Allemagne de trouver des débouchés pour ses industries de biens d'équipement et des sources de matières premières.

— objectif politique : c'est la doctrine Hallstein qui inspire la politique d'aide économique allemande. « L'aide et les crédits de la R.F.A. seront accordés aux pays en voie de développement en fonction de leur attitude par rapport à la question allemande » (Erhard) et, plus loin : « L'aide représente le moyen le plus efficace pour imposer la doctrine Hallstein (Sud Zeitung, 27-28 février 1965). Les modalités de l'application concrète de la doctrine Hallstein nous sont connus par les exemples de la Guinée, de la R.A.U. et de la Tanzanie.

La Grande-Bretagne et le rêve impérial : Depuis 1960, les investissements britanniques en Afrique du Nord et au Sud du Sahara sont en nette augmentation. Les missions économiques anglaises ne cessent de parcourir l'Afrique d'Est en Ouest et du Nord au Sud à la recherche de

matières premières stratégiques et de marchés d'écoulement. Sans renoncer pour autant au cadre privilégié que représente pour elle le Commonwealth, la haute finance britannique cherche de plus en plus à s'implanter dans les pays dépendant traditionnellement de la sphère d'influence française souvent en accord avec les trusts français : groupe Niger-France, groupe John Holt (Cameroun, Togo, Gabon, Dahomey), Patterson, etc... Le gros gâteau reste néanmoins l'Afrique anglophone : Kenya, Tanzanie, Ouganda, Nigeria, Libye, Sierra Leone, Swaziland, etc...

L'irruption de l'Italie dans l'économie africaine : Ancienne puissance coloniale victime des rivalités impérialistes, l'Italie est petit à petit parvenue à remonter la pente pour occuper aujourd'hui une position relativement forte en Afrique. Pour parvenir à ce but, le gouvernement italien a dû créer deux organismes :

— la Confédération générale de l'Industrie italienne qui se charge d'informer les industriels italiens sur l'Afrique.

— l'Institut italien pour l'Afrique, établissement public placé sous la tutelle du ministère des affaires étrangères.

Préconisant le « fifty-fifty », se contentant même parfois de moins de 50 % de participation, la politique dynamique du capitalisme italien a séduit bon nombre de pays africains. Au Congo-Kinshasa, au Nigeria, en Ethiopie, au Dahomey, en Tanzanie, au Mozambique, au Soudan, en Rhodésie du Sud, en Somalie, l'Italie construit des barrages. En Egypte, dans le domaine des travaux publics, les entreprises italiennes se classent au 3e rang après l'Allemagne et l'U.R.S.S.

Mais l'implantation italienne se réalise surtout par le canal de l'E.N.I. qui travaille dans les trois grands secteurs de l'industrie pé-

trolière : recherches et explorations, raffinage, distribution. Dans ce secteur, l'Italie est présente au Maroc, en Tunisie, au Ghana, en Tanzanie, au Congo-Kinshasa, en Libye, au Soudan et enfin en Egypte.

Le Japon et l'Afrique : Ces dernières années, le Japon a manifesté un grand intérêt pour le marché africain et fait de sérieux efforts pour y pénétrer. Mais il se heurte à la résistance des anciennes métropoles coloniales. Il a réussi cependant à s'implanter dans quelques pays grâce surtout à sa technique en matière de textiles : au Ghana et au Nigeria surtout. Mitsui s'est de son côté introduit au Cameroun et en Haute Volta. Récemment une exposition itinérante japonaise a parcouru l'Egypte, la Libye, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

Israël et Formose, agents de l'impérialisme en Afrique : Au cours de la dernière décennie, ces deux pays ont considérablement développé leurs activités en direction de l'Afrique. Leur infiltration est financée par l'impérialisme international dont ils servent directement les intérêts. Sans chercher à nous étendre de façon savante sur cette question à laquelle est consacré un article spécial de ce numéro, rappelons cependant les propos tenus dans le West German Afrika informationdienst en 1967 : « Tout est devenu naturellement et infiniment plus aisé depuis que l'influence d'Israël en Afrique sert directement ou indirectement la cause occidentale... ».

Ainsi le rôle joué par Israël est confirmé par les propos des impérialistes eux-mêmes.

2 - Aggression idéologique et culturelle

L'offensive anti-populaire des puissances ne se manifeste pas seulement par le pillage de nos richesses et l'exploitation de nos peuples. La prolongation naturel-



le de cette machination économique est l'aliénation des esprits. Les moyens mis en œuvre à cette fin ont été importants.

Aux U.S.A., par exemple, depuis 1954 on assiste à :

- la multiplication des centres d'études africaines. De 1954 à 1959, neuf nouveaux centres furent mis sur pied avec l'appui des grandes fondations (Ford, Rockefeller, Carnegie, Twentieth Century Found, etc...). Le nombre s'est depuis considérablement élevé.

- une prolifération des sujets de thèses sur l'Afrique, des projets de recherches ethnologiques, politiques, économiques, sociales ; des colloques, séminaires, conférences sur l'Afrique. Pour ne citer que quelques exemples : les travaux de la Fondation Carnegie sur le « développement des institutions démocratiques en Afrique », le programme de recherches économiques sur l'Afrique par la Stanford University.

- la création de revues spécialisées (« Africa special Report », « Africa Revue », etc...) et la publication d'un grand nombre d'ouvrages sur l'Afrique : 60 livres en 1960, 105 publiés en 1965.

- un accroissement du nombre des étudiants africains dans les universités américaines : 500 en 1959, 6.000 en 1964 ; depuis, le nombre de bourses accordées s'est considérablement accru et doit osciller aujourd'hui autour de 15.000.

Point important du programme en 6 points de Kennedy pour la pénétration américaine en Afrique, l'envoi de professeurs américains s'est également accru.

En 1959 déjà, le journal *Life* exprimait l'espoir qu'« à travers ces étudiants diplômés aux Etats-Unis, il sera possible d'influencer le cours de la révolution africaine ».

— la création dans nos pays de centres culturels qui ne sont en fait que des centres de recrutement d'agents de renseignement pour la CIA.

Jamais les centres culturels américains n'ont autant organisé de voyages aux U.S.A. que ces dernières années ! Lorsqu'on sait que les recrutements de postulants à ces voyages se font en fonction des réponses à un certain nombre de questions-tests, les buts inavoués des impérialistes américains deviennent clairs. Cette intensification de l'activité des centres culturels américains ne se limite pas d'ailleurs à nos pays. Partout en Europe où existent de nombreux étudiants africains, les Centres Culturels américains établissent des fichiers, s'intéressent aux activités des associations d'étudiants africains, délèguent des observateurs aux diverses manifestations afin de « suivre » les étudiants africains, de détecter les éléments dits modérés et ceux qu'ils appellent communistes, de façon à savoir avec qui « travailler » plus tard.

Le scandale, il y a quelques années, des associations universitaires américaines financées par la CIA est là pour le démontrer. Nul doute pour nous que l'actuelle confédération internationale des étudiants (CIE) soit une officine de la CIA.

En ce qui concerne maintenant les impérialismes français et britannique, il faut savoir que les indépendances n'ont rien changé à leur présence culturelle en Afrique. Les enseignements supérieur et même secondaire, pour beaucoup de pays africains, sont entièrement entre leurs mains. En 1970, on glorifie encore dans beaucoup de nos pays « l'œuvre civilisatrice » de la France et de la Grande-Bretagne. Francophonie et francophilie ne sont rien d'autre dans cet esprit qu'une offre d'assujettissement de la pensée et de la culture africaines

aux canons de la pensée coloniale et capitaliste de l'Occident.

La germanophilie en vogue actuellement en Afrique est un autre aspect de l'agression culturelle de l'Occident. Elle revêt la plupart du temps, ici, la physionomie du technicisme ou encore de l'efficacité économique et scientifique.

A la fin de 1964, il y avait en R.F.A. 2.000 étudiants et 6.000 stagiaires africains. « Ces spécialistes africains occupent les postes-clés de la politique et de l'économie. Le médecin ou l'ingénieur formé en Allemagne sur des appareils ou machines de fabrication allemande, les achètera pour lui-même ou pour son pays » (« Der Deutsche Lehre in Ausland », n° 3, 1961).

Un centre spécial de formation de cadres africains « Afrika », fondé par les pères blancs, fonctionne en R.F.A. depuis 1960. « L'Afrikanum » quant à elle, dispose de centres d'étude dans 28 pays d'Afrique.

Les syndicats, l'Eglise, les établissements scientifiques et culturels sont largement associés à la réalisation du programme de l'aide. L'Institut Goethe possède des filiales au Ghana, au Togo, au Nigeria, au Cameroun, au Maroc... En 1964, Heinrich Gervandt — parrain de l'Institut pour la Solidarité internationale, créé en 1962 — manifestait sa satisfaction en déclarant qu'« un certain nombre des 250 étudiants formés à l'Institut occupe des positions élevées dans les gouvernements africains » (Handelobett, Dusseldorf, 2/3.12.64).

La Fondation allemande pour les pays en voie de développement créée en 1959 à Berlin par des membres du parlement fédéral avec l'appui du gouvernement avait déjà en 1964 tenu 54 séminaires internationaux, avec 1350 participants, 75 sessions in-

ternationales et 90 colloques d'experts.

A l'image du « Peace Corps » américain, des groupes de « volontaires pour la coopération » sont créés à Berlin en 1963. Un , premiers contingents envoyés en Afrique « coopère » depuis quelques années déjà en Tanzanie.

Le rôle joué par Israël est beaucoup moins connu des larges masses africaines. Sa pénétration est en effet plus sournoise. Présentant les Juifs et les Africains au sud du Sahara comme les victimes d'une même calamité, le racisme, et se posant en modèle de développement économique accéléré, le sionisme est arrivé par ce biais à introduire ses agents au sein même des sphères dirigeantes et, de ce fait, à influencer considérablement la politique de nos gouvernants dans le sens de la sauvegarde des intérêts de l'impérialisme occidental.

Depuis quelques années, d'ailleurs, l'Université de Jérusalem reçoit de plus en plus d'étudiants africains. Créé dans cet esprit, l'Institut Africain de la Histrory fonctionne aujourd'hui en véritable agence de la CIA. Naturellement, en plus de cette fonction, Israël possède ses objectifs propres : couper la lutte des peuples arabes de celle des larges masses africaines.

Dernier gadget de cette politique d'expansion, Formose, à l'économie fragile, au budget sans cesse insufflé de prêts et de dons américains, peut se permettre aujourd'hui le luxe de mettre sur pied un programme d'« aide » au développement de l'Afrique dont le but est évident : conserver sa représentation prétentieuse du peuple chinois dans les 24 Etats africains qui la reconnaissent, alors que le véritable représentant de ce peuple — la Chine Populaire — n'a été reconnu de

nos jours que par 14 pays d'Afrique.

3 - Présence militaire de l'impérialisme

Ce tableau déjà lourd d'implications ne serait pas complet si nous ne parlions des différentes formes de présence occidentale en Afrique.

Pour les U.S.A., comme pour la France, la Grande-Bretagne, la R.F.A., Israël et d'autres puissances encore (Portugal, Espagne, Belgique, etc...), l'Afrique occupe une position stratégique importante. « L'Afrique est très indiquée pour installer des bases à partir desquelles on pourrait contre-attaquer l'adversaire si l'Europe occidentale se trouvait neutralisée par des opérations militaires » (World Affairs, 1958, n° 3).

Cette présence physique des U.S.A. en Afrique (bases aériennes et navales, stations de télécommunications, radars, dépôts, etc...) vitale pour sa survie en tant qu'impérialisme est la conséquence de l'adoption en 1948 par les U.S.A. de plusieurs conceptions stratégiques :

- doctrine dite de la « riposte nucléaire massive ». Cette conception correspondrait à la supériorité nucléaire de l'Occident et est un moyen de chantage : pas de guerre ou guerre totale.
- guerre avec emploi dit tactique d'armes nucléaires de faible puissance et d'armes conventionnelles.

- doctrine Taylor : cette nouvelle stratégie a servi de base à la lutte anti-partisane et à la formation des commandos anti-guérillas.

A cette fin, les Etats-Unis maintiennent en dehors de quelques bases importantes comme celle d'Asmara en Ethiopie ou de Kenitra au Maroc, du Rio de Oro, de Roberts Field et Monrovia au Liberia, un certain nom-

bre d'antennes en Afrique comprenant des centres d'instruction, des bureaux d'investigation et de renseignement et divers autres services dépendant des attachés militaires (les autres puissances occidentales font d'ailleurs de même, dans le cadre de l'OTAN ou de façon plus personnelle comme c'est le cas de la France dans certains pays africains (Tchad, Côte d'Ivoire, etc...) ou d'Israël au Congo-Kinshasa et surtout en Ethiopie).

Citons les bases britanniques de Kahama, Embakazi, Mombassa au Kenya, Tabora en Tanzanie, Eutebbé en Ouganda, Kano au Nigeria, les bases françaises de Dakar, Diego Suarez (Madagascar) et Djibouti, les garnisons espagnoles de Ceuta et Melilla, des Iles Canaries, du Rio de Oro et de Saquiel El Hamra.

Enfin, il y a l'Afrique du Sud et la Rhodésie raciste, les colonies portugaises et espagnoles, Djibouti et la Somalie Française, qui sont elles-mêmes de véritables bases de départ d'agressions dirigées contre les peuples africains en lutte, sans compter cette multitude d'îles au large de l'Afrique : véritables porte-avions entre les mains des impérialistes, pouvant se transformer éventuellement en pénitenciers ou en centres d'instruction.

PROBLEMES ACTUELS ET PERSPECTIVES

Nous venons de faire rapidement le point des privilèges que l'impérialisme est en train de se tailler en Afrique avec la complicité d'une poignée de brigands locaux, véritable hommes de main du capital international, truands sans scrupules, ou parvenus de toutes sortes, se parant du titre d'hommes politiques ou de représentants du peuple.

Mais le legs de l'impérialisme est encore plus édifiant. Pillée, asservie, dépersonnalisée, l'Afrique a aussi été découpée, balka-

nisée, dépeuplée ou surpeuplée au gré des besoins. Si le colonialisme n'a pas permis la formation de classes sociales différenciées, il a par contre accentué avec succès les antagonismes ethniques, selon le vieux principe : « diviser pour régner ».

De ce fait, les frontières dont ont hérité les jeunes Etats africains ont gardé les traces de la pénétration militaire ou reflètent la préoccupation majeure de l'économie coloniale, l'évacuation des produits vers les métropoles. Ces frontières qui ne coïncident ni avec les données de la géographie ni avec celles de l'histoire africaines ne répondent qu'aux exigences et aux absurdités du système colonial. Les exigences de l'économie moderne et du socialisme devront à leur tour laisser leur trace sur le sol africain.

Ainsi que le signale Sékou Touré, « en Afrique, ce n'est pas la nation qui crée l'Etat, mais l'Etat qui crée la nation ».

Ces oppositions ethniques dépendent évidemment du niveau de conscience politique et des conditions socio-économiques et sont appelées à se résorber d'autant plus facilement que l'Etat est démocratique. En réalité, le tribalisme est présenté par le colonialisme et ses continuateurs comme une tare de l'Afrique, une erreur historique, incompatible avec l'édification du socialisme (ou même du progrès tout sim-

plement), la lutte collective des masses exploitées, la prise de conscience nationale. En somme, on veut faire croire aux Africains ce qu'on a cherché à faire croire aux habitants de l'Asie quand on leur a affirmé que le mode de production asiatique est incompatible avec les exigences d'une économie moderne, planifiée, intensive.

En fait, il n'est pas démontré encore qu'en partant précisément de cette commune tribale, on ne soit pas plus près de la collectivisation des terres, des biens d'équipement, des énergies, de la société communiste en bref, qu'en passant par l'étape capitaliste de l'appropriation personnelle des biens, de l'atomisation continue des travailleurs, de l'individualisme à outrance. Amilcar Cabral consacre à ces problèmes tout un article dans ce numéro, c'est pourquoi nous ne nous y attardons pas davantage.

Il n'est pas démontré non plus qu'il soit nécessaire d'attendre que le prolétariat africain atteigne des effectifs considérables et qu'il soit nécessaire de passer par l'étape de la constitution de classes sociales antagoniques pour que le processus de la révolution africaine puisse être entamé.

Tout n'est pas joué en Afrique. La révolution est à nos portes et nos portes sont ouvertes. Mais nous ne voulons pas être exposés

aux courants d'air de l'histoire. L'Afrique se trouve encore entre deux voies. L'installation rapide du socialisme dépend en grande partie du maintien sur l'ensemble du continent d'un élan révolutionnaire qui ne peut être entretenu que par la lutte pour la libération totale de l'Afrique. Chaque pays nouvellement indépendant repose le problème africain dans son ensemble, chaque nouvelle émancipation empêche les pays déjà indépendants formellement de s'installer dans un conservatisme tranquille. Chaque peuple qui conquerra sa liberté apportera au mouvement socialiste l'élan de sa révolution, la force de ses idées et la chaleur de ses espoirs, forgés dans la lutte. C'est pourquoi le mot d'ordre de libération totale de l'Afrique doit animer toutes les entreprises politiques des Africains. Car il faut, pour qu'elle agisse dans l'intérêt des Africains, que cette libération soit leur œuvre. Or les puissances coloniales préparent déjà pour les pays encore asservis la voie des indépendances truquées, destinées à briser les forces révolutionnaires qui croissent et grondent dans les colonies portugaises, la Rhodésie, la Namibie, l'Erythrée, le Tchad, forces auxquelles viendront s'ajouter celle des populations africaines d'Afrique du Sud et des autres peuples, avec l'aide de tous ceux qui luttent pour la liberté, leurs propres terres et leur propre destin.

Abdelkrim Dhofari

fondements et objectifs de la libération nationale en rapport avec la structure sociale (*)



par
amilcar cabral

action
idéologique

12

(...) Ceux qui affirment — et en ce qui nous concerne, avec raison — que la force motrice de l'histoire est la lutte de classes, seraient certainement d'accord pour réviser cette affirmation, afin de la préciser et lui donner un champ d'application encore plus vaste, s'ils connaissaient plus profondément les caractéristiques essentielles de certains peuples colonisés, c'est-à-dire dominés par l'impérialisme. En effet, dans l'évolution générale de l'humanité et de chacun des peuples qui la composent, les classes n'apparaissent ni comme phénomène généralisé et simultané dans la totalité de ces groupes, ni comme un tout achevé, parfait, uniforme et spontané. La définition de classes au sein d'un groupe ou de plusieurs groupes humains est une conséquence fondamentale du développement progressif des forces

productives et des caractéristiques de la distribution des richesses, produites par ce groupe ou dérobées à d'autres groupes. C'est-à-dire que le phénomène socio-économique « classe » surgit et se développe en fonction d'au moins deux variables essentielles et interdépendantes : le niveau des forces productives et le régime de propriété des moyens de production. Ce développement s'opère lentement, graduellement et d'une manière inégale, par des variations quantitatives et généralement peu perceptibles des composantes fondamentales, processus qui, à partir d'un certain degré d'accumulation, aboutit à un **saut qualitatif**, se traduisant par l'apparition de classes et du conflit entre les classes.

Des facteurs extérieurs à un ensemble socio-économique en

mouvement donné, peuvent influencer, d'une manière plus ou moins significative, le processus de développement des classes, l'accélérant, le freinant, voire provoquant des régressions. Quand, pour une raison quelconque, cesse l'influence de ces facteurs, le processus reprend son indépendance et son rythme, se détermine alors, non seulement par les caractéristiques internes spécifiques de l'ensemble, mais aussi par la résultante de l'effet produit sur lui par l'action temporaire des facteurs extérieurs. Sur le plan strictement intérieur, le rythme du

* Texte de l'allocution prononcée par A. Cabral, Secrétaire général du PAIGC, à la première conférence de la Tricontinentale qui s'est tenue à La Havane en janvier 1966.

afrique, un seul et même combat

processus peut varier, mais reste continu et progressif. Les progrès brusques sont possibles, seulement en fonction d'altérations violentes — mutations — du niveau des forces productives ou du régime de la propriété. Ces transformations violentes opérées à l'intérieur du processus de développement des classes, comme résultat de mutations survenues au niveau des forces productives ou dans le régime de propriété, il a été convenu de les appeler, en langage économique et politique : **Révolutions.**

On constate, d'autre part, que les possibilités de ce processus sont influencées, d'une façon appréciable, par des facteurs extérieurs, en particulier par l'interaction des ensembles humains, considérablement accrue par le progrès des moyens de transport et de communications qui a créé le monde et l'humanité, éliminant l'isolement entre les groupes humains d'une même région, entre les régions d'un même continent et entre les continents. Ce progrès caractéristique d'une longue phase historique qui débute par l'invention du premier moyen de transport, était déjà plus évident au temps des voyages puniques et dans la colonisation grecque et s'est accentué avec les découvertes maritimes, l'invention de la machine à vapeur et la découverte de l'électricité. Et de nos jours, avec la domestication progressive de l'énergie atomique, il est possible de promettre, sinon de semer l'homme dans les étoiles, du moins d'humaniser l'univers.

Ce qui vient d'être dit permet de poser la question suivante : est-ce que l'histoire commence seulement à partir du moment où se développe le phénomène « classe » et par conséquent la lutte de classes ? Répondre affirmativement serait situer hors de l'histoire toute la période de vie des groupes humains qui va de

la découverte de la chasse, et postérieurement de l'agriculture nomade et sédentaire, à la création des troupeaux et à l'appropriation privée de la terre. Ce serait aussi alors — et nous nous refusons à l'accepter — considérer que plusieurs groupes humains d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, vivaient sans histoire ou en dehors de l'histoire, au moment où ils furent soumis au joug de l'impérialisme. Ce serait considérer que des populations « Maconde » du Mozambique vivent encore aujourd'hui — si nous faisons abstraction des légères influences du colonialisme auxquelles elles furent soumises — en dehors de l'histoire ou n'ont pas d'histoire.

Ce refus, basé d'ailleurs sur la connaissance concrète de la réalité socio-économique de nos pays et sur l'analyse du processus de développement du phénomène « classe », tel que nous l'avons vu antérieurement, nous porte à admettre que, si la lutte des classes est la force motrice de l'histoire, elle l'est à une certaine période historique. Cela veut dire qu'avant la lutte des classes — et nécessairement après la lutte des classes, car dans ce monde il n'y a pas d'avant sans après — un facteur, ou des facteurs, fut et sera le moteur de l'histoire. Nous admettons sans peine que ce facteur de l'histoire de chaque groupe humain est le **mode de production** — le niveau des forces productives et le régime de propriété — qui caractérise ce groupement. Comme on l'a vu, la définition de classe et la lutte des classes sont elles-mêmes l'effet du développement des forces productives, conjuguées avec le régime de propriété des moyens de production. Il nous semble donc correct de conclure que le niveau des forces productives, élément essentiel du contenu et de la forme de la lutte des classes, est la force motrice véritable et permanente de l'histoire.

Si nous acceptons cette conclusion, alors s'estompent les doutes qui troublaient notre esprit. Parce que si, d'un côté, nous constatons que l'existence de l'histoire avant la lutte des classes est garantie, et évitons par là à quelques groupements humains de nos pays — et peut-être de notre continent — la triste condition des peuples sans histoire, nous dégageons, d'un autre côté, la continuité de l'histoire, même après la disparition de la lutte de classes ou des classes elles-mêmes. Et comme ce n'est pas nous qui avons postulé — sur des bases scientifiques — le fait de la disparition des classes comme une fatalité historique, nous sommes satisfaits de cette conclusion qui, dans une certaine mesure, rétablit une cohérence et donne en même temps aux peuples, qui, comme celui de Cuba, sont en train de construire le socialisme, l'agréable certitude qu'ils ne cesseront pas de posséder leur histoire lorsque se terminera le processus de liquidation du phénomène « classe » et de la lutte des classes au sein de l'ensemble socio-économique. L'éternité n'est pas de ce monde, mais l'homme survivra aux classes et continuera à produire et à faire l'histoire, car il ne peut se libérer du fardeau de ses besoins, de ses mains et de son cerveau, qui sont à la base du développement des forces productives.

Ce qui a été dit et la réalité actuelle de notre temps, nous permettent d'admettre que l'histoire d'un groupe humain ou de l'humanité se développe au moins en trois phases :

A la première correspond un bas niveau des forces productives — de la domination de l'homme sur la nature — ; le mode de production a un caractère élémentaire, il n'existe pas encore d'appropriation privée des moyens de production, il n'y a pas de classes, ni, par consé-

quent, de lutte de classes.

Dans la seconde, l'élévation du niveau des forces productives conduit à l'appropriation privée des moyens de production, complice progressivement le mode de production, provoque des conflits d'intérêt au sein de l'ensemble socio-économique en mouvement, rend possible l'apparition du phénomène « classe » et par là, la lutte de classes, expression sociale de la contradiction dans le domaine économique entre le mode de production et l'appropriation privée des moyens de production.

La troisième, laquelle, à partir d'un niveau donné des forces productives, rend possible et réalise la liquidation de l'appropriation privée des moyens de production, l'élimination du phénomène « classe » et donc, de la lutte de classes, se déchainent alors des forces nouvelles et ignorées dans le processus historique de l'ensemble socio-économique.

La première phase correspondrait, en langage politico-économique, à la société communautaire agricole et d'élevage, dans laquelle la structure sociale est horizontale, sans Etat ; la seconde aux sociétés agraires féodales ou assimilées et agro-industrielles bourgeoises ; ici la structure sociale se développe verticalement, avec Etat ; la troisième phase correspondrait aux sociétés socialistes et communistes, dans lesquelles l'économie devient une forme d'industrie et dans lesquelles l'Etat tend progressivement à sa disparition, ou disparaît, et où la structure sociale retourne à l'horizontalité, à un niveau supérieur des forces productives, des relations sociales et d'appréciation des valeurs humaines.

Au niveau de l'humanité ou d'une partie de l'humanité (groupes humains d'une même région,

d'un ou plusieurs continents), ces trois phases (ou deux d'entre elles) peuvent être simultanées, comme le prouve la réalité actuelle aussi bien que le passé. Ceci résulte du développement inégal des sociétés humaines, soit pour des raisons internes, soit par l'influence accélératrice ou retardatrice sur leur évolution d'un ou plusieurs facteurs extérieurs. D'autre part, dans le processus historique d'un ensemble socio-économique donné, chacune des phases dont nous avons parlé contient, à partir d'un certain niveau de transformation, les germes de la phase suivante.

Nous devons faire remarquer aussi que, dans la phase actuelle de la vie de l'humanité et pour un ensemble socio-économique donné, la succession dans le temps des trois phases caractéristiques n'est pas indispensable. Quel que soit le niveau actuel de ses forces productives et de la structure sociale qui la caractérise, une société peut franchir rapidement les étapes définies et appropriées aux réalités concrètes locales (historiques et humaines) pour atteindre une phase supérieure d'existence. Ce progrès dépend des possibilités concrètes du développement de ses forces productives et est lui-même conditionné principalement par la nature du pouvoir politique qui dirige cette société, c'est-à-dire, par le genre d'Etat ou, si l'on veut, par le caractère de la classe ou des classes qui dominent au sein de cette société.

Une analyse plus détaillée nous montrerait que la possibilité d'un tel **bond dans le processus** historique résulte fondamentalement, dans le domaine économique, de la force des moyens dont l'homme peut disposer dans le moment pour dominer la nature, et, sur le plan politique, de cet événement nouveau, qui a transformé radicalement l'aspect du monde et la marche de l'his-

toire : la création des Etats socialistes.

Nous voyons donc que nos peuples quels que soient les stades de leur développement économique, ont leur propre histoire. Quand ils ont été soumis à la domination impérialiste, le processus historique de chacun de nos peuples (ou des groupes humains qui constituent chacun d'eux) a été soumis à l'action violente d'un facteur extérieur. Cette action — l'impact de l'impérialisme sur nos sociétés — ne pouvait qu'influencer le processus de développement des forces productives de nos pays et la structure sociale de nos peuples, de même que le contenu et la forme de nos luttes de libération nationale.

Mais nous voyons aussi que, dans le contexte historique où ces luttes se développent, il existe pour nos peuples la possibilité concrète de passer de la situation d'exploitation et de sous-développement où ils se trouvent, à un stade nouveau du processus historique, lequel peut les conduire à une forme supérieure d'existence économique, sociale et culturelle.

Le rapport politique élaboré par le Comité International Préparatoire de cette Conférence, auquel nous réaffirmons notre appui entier, a situé d'une manière claire et dans une analyse succincte, l'impérialisme dans son contexte économique et dans ses coordonnées historiques. Nous ne répéterons pas ici ce qui a été déjà dit dans cette Assemblée. Nous dirons simplement que l'impérialisme peut être défini comme l'expression mondiale de la recherche de bénéfices et l'obtention de **plus-values** toujours plus grandes de la part du capital monopoliste et financier, accumulé dans deux régions du monde : en Europe d'abord et par la suite en Amérique du Nord. Et si nous voulons situer le fait impérialiste dans la trajectoire gé-

nérale de l'évolution de ce facteur transcendant qui a modifié la face du monde, le capital et le processus de son accumulation, nous pourrions dire que l'impérialisme est la piraterie transplantée des océans à la terre ferme, piraterie réorganisée, consolidée et adaptée à l'objectif de l'exploitation des ressources matérielles et humaines de nos peuples. Mais si nous parvenons à analyser avec sérénité le phénomène impérialiste, nous ne scandaliserons personne en reconnaissant que l'impérialisme — tout prouve qu'il est, en réalité, la dernière phase de l'évolution du capitalisme — a été une nécessité historique, une conséquence de l'essor des forces productives et des transformations des moyens de production dans le contexte général de l'humanité, considérée comme un tout en mouvement. Une nécessité, comme le sont, actuellement, la libération nationale des peuples, la destruction du capitalisme et l'avènement du socialisme.

Ce qui importe à nos peuples, c'est de savoir si l'impérialisme, comme capital en action, a rempli ou non dans nos pays la mission historique qui lui était réservée : accélération du processus du développement des forces productives, et transformation dans le sens de la complexité des caractéristiques des moyens de production ; approfondissement de la différenciation des classes avec le développement de la bourgeoisie, et intensification de la lutte de classes ; augmentation appréciable du niveau de vie économique, social et culturel des populations. On a également intérêt à examiner quels sont les influences ou les effets de l'action impérialiste sur les structures sociales et le processus historique de nos peuples.

Nous ne ferons ici ni le procès ni l'éloge de l'impérialisme, mais nous dirons seulement que, tant

sur le plan économique que sur les plans social et culturel, le capital impérialiste n'a pas, et de loin, rempli dans nos pays la mission historique réalisée par le capital dans les pays d'accumulation. Cela signifie que si, d'un côté, le capital impérialiste a eu, dans la plupart des pays dominés, la simple fonction de multiplier les plus-values, on voit, d'autre part, que la capacité historique du capital (comme accélérateur indestructible du processus de développement des forces productives) dépend strictement de sa liberté, c'est-à-dire, du degré d'indépendance avec lequel on l'utilise. Cependant, nous devons reconnaître que, dans certains cas, le capital impérialiste ou le capitalisme moribond a suffisamment eu d'intérêt, de force et de temps pour, outre construire des villes, augmenter le niveau des forces productives et permettre à une minorité de la population autochtone d'atteindre un niveau de vie meilleur ou même privilégié, contribuant ainsi à un processus que certains appelleraient dialectique, pour l'approfondissement des contradictions au sein des sociétés en question. En d'autres cas, encore plus rares, a existé la possibilité d'accumulation du capital, créant les conditions de développement d'une bourgeoisie locale.

Pour ce qui se rapporte aux effets de la domination impérialiste sur la structure sociale et le processus historique de nos peuples, il est utile d'examiner, tout d'abord, quelles sont les formes générales de domination de l'impérialisme.

Elles sont au moins deux :

1) Domination directe — au moyen d'un pouvoir politique composé d'agents étrangers au peuple dominé (forces armées, police, agents de l'administration et colons) — qu'on a convenu d'appeler **colonialisme classique** ou **colonialisme**.

2) Domination indirecte — au moyen d'un pouvoir politique composé, dans sa majorité ou en totalité, d'agents autochtones — qu'on a convenu d'appeler **néo-colonialisme**.

Dans le premier cas, la structure sociale du peuple dominé, quelle que soit l'étape dans laquelle il se trouve, peut subir les conséquences suivantes :

a) Destruction complète, accompagnée, en général, de la liquidation immédiate ou progressive de la population autochtone et, en conséquence, remplacement de celle-ci par une population allogène ;

b) Destruction partielle, en général accompagnée de la fixation, plus ou moins importante, d'une population allogène ;

c) Conservation apparente, conditionnée par la confinement de la société autochtone dans des zones ou réserves et généralement dépourvues de possibilités de vie, accompagnée de l'implantation massive d'une population allogène.

Les deux derniers cas sont ceux qu'il nous importe de considérer dans le cadre de la problématique de la libération nationale et sont largement représentés en Afrique. On peut dire que dans n'importe lequel d'entre eux, l'impact de l'impérialisme dans le processus historique du peuple dominé est la paralysie, la stagnation (même dans quelques cas, la régression) de ce processus. Cette paralysie n'est tout de même pas complète. Dans l'un ou l'autre secteur de l'ensemble socio-économique en question, on peut s'attendre à des transformations sensibles motivées par l'action permanente de quelques facteurs intérieurs (locaux) ou résultant de l'action de nouveaux facteurs introduits par la domination coloniale, tel le cycle de la monnaie et le déve-



veloppement des concentrations urbaines. Parmi ces transformations, il convient de relever, en certains cas, la perte progressive du prestige des classes ou secteurs dirigeants autochtones, l'exode forcé ou volontaire d'une partie de la population paysanne vers les centres urbains, avec le développement consécutif de nouvelles couches sociales : travailleurs salariés, fonctionnaires, employés du commerce et des professions libérales et une couche instable de sans emploi. A la campagne, surgit avec une intensité très variée et toujours liée au milieu urbain, une couche constituée par de petits propriétaires agricoles. Dans le cas du néo-colonialisme, que la majorité de la population colonisée soit autochtone ou d'origine exotique, l'action impérialiste s'oriente dans le sens de la création d'une bourgeoisie ou pseudo-bourgeoisie locale, inféodée à la classe dirigeante du pays dominateur.

Les transformations dans la structure sociale ne sont pas si marquées dans les couches inférieures, surtout à la campagne, qui conserve principalement les caractéristiques de la phase coloniale ; mais la création d'une pseudo-bourgeoisie autochtone qui, en général, se développe à partir d'une petite bourgeoisie bureaucratique et des intermédiaires du cycle commercial (compradores), accentue la différenciation des couches sociales, ouvre, par le renforcement de l'activité économique d'éléments locaux, de nouvelles perspectives à la dynamique sociale, notamment avec le développement progressif d'une classe ouvrière urbaine et l'installation de propriétés agricoles privées et l'apparition progressive d'un prolétariat agricole. Ces transformations plus ou moins sensées de la structure sociale, déterminées par une augmentation appréciable du niveau des forces productives, ont une influence directe sur le processus

historique de l'ensemble socio-économique en question. Tant que dans le colonialisme classique, ce processus est gelé, la domination néo-colonialiste, en permettant le regain de la dynamique sociale (des conflits d'intérêts dans les couches sociales autochtones ou de la lutte de classes) crée l'illusion que le processus historique retourne à une évolution normale. Cette illusion se renforce par l'existence d'un pouvoir politique (état national) composé par des éléments autochtones. Ce n'est là en fait qu'une illusion car en réalité, l'introduction de la classe « dirigeante » locale à la classe dirigeante du pays dominateur, limite ou empêche le développement des forces productives nationales. Mais dans les conditions concrètes de l'économie mondiale de notre temps, cette dépendance est une fatalité et par conséquent la pseudo-bourgeoisie locale, quel que soit le degré de son nationalisme, ne peut exercer efficacement sa fonction historique ; elle ne peut orienter librement le développement des forces productives : en un mot, elle ne peut être **bourgeoisie nationale**. Or, comme on l'a vu, les forces productives sont le moteur de l'histoire, et la liberté totale du processus de son développement est la condition indispensable à son plein fonctionnement.

On voit, par conséquent, que, tant dans le colonialisme que dans le néo-colonialisme, la caractéristique essentielle de la domination impérialiste demeure : négation du processus historique du peuple dominé, au moyen de l'usurpation violente de la liberté du processus de développement des forces productives nationales.

Cette constatation qui identifie dans son essence les deux formes apparentes de domination impérialiste, nous paraît être d'une importance primordiale pour la pensée et l'action des mouvements de libération, tant au cours de

la lutte qu'après la conquête de l'indépendance.

Nous basant sur ce qui a été dit, il est possible d'affirmer que la libération nationale est le phénomène consistant, dans un ensemble socio-économique déterminé, à nier la négation de son processus historique. En d'autres termes, la libération nationale d'un peuple est la reconquête de la personnalité historique de ce peuple, elle est son retour à l'histoire au moyen de la destruction de la domination impérialiste à laquelle il était soumis.

Nous avons vu que l'usurpation par la violence de la liberté du processus de développement des forces productives de l'ensemble socio-économique domine, constitue la caractéristique principale et permanente de la domination impérialiste, quelle que soit sa forme. Nous avons vu également que seule cette liberté, et elle seule, peut garantir la normalisation du processus historique d'un peuple. Par conséquent, nous pouvons conclure qu'il y a libération nationale quand et seulement quand les forces productives nationales sont complètement libérées de toute espèce de domination étrangère.

Il est commun de dire que la libération nationale se base sur le droit de tous les peuples à disposer librement de leur destin et que l'objectif de cette libération est l'obtention de l'indépendance nationale. Quoique nous ne soyons pas en désaccord avec cette manière vague et subjective d'exprimer une réalité complexe, nous préférons être objectifs, car, pour nous, le fondement de la libération nationale, quelles que soient les formules adoptées au niveau du droit international, réside dans le droit inaliénable de chaque peuple à avoir sa propre histoire, et l'objectif de la libération nationale est la reconquête de ce droit usurpé par l'impérialisme, à savoir la libération du processus de

développement des forces productives nationales.

Pour cette raison, à notre avis, tout mouvement de libération nationale qui ne tient pas compte de ce fondement et de cet objectif, peut certes lutter contre l'impérialisme, mais il ne luttera pas de cette façon pour la libération nationale.

Cela implique que, compte tenu des caractéristiques essentielles de l'économie mondiale de notre temps, ainsi que des expériences déjà vécues dans le domaine de la lutte anti-impérialiste, l'aspect principal de la lutte de libération nationale est la lutte contre le néo-colonialisme. D'autre part, si nous considérons que la libération nationale exige que survienne une mutation profonde dans le processus de développement des forces productives, nous voyons que ce phénomène de la libération nationale correspond nécessairement à une révolution. Ce qui importe, c'est d'être conscient des conditions objectives et subjectives dans lesquelles cette révolution se fait, et de connaître les formes ou la forme de lutte les plus appropriées à sa réalisation.

Nous n'allons pas répéter ici que ces conditions sont franchement favorables au stade actuel de l'histoire de l'humanité ; il suffit de rappeler qu'il existe aussi des facteurs défavorables, aussi bien sur le plan international que sur le plan intérieur de chaque nation dans sa lutte pour la libération.

Sur le plan international, il nous paraît que les facteurs suivants sont pour le moins défavorables au mouvement de libération nationale : la situation néo-coloniale d'un grand nombre d'Etats ayant accédé à l'indépendance politique s'ajoutant à d'autres ayant déjà accédé à cette situation ; les progrès réalisés par le néo-capitalisme, en particulier en Europe,

où l'impérialisme a recours à des investissements préférentiels, encourageant le développement d'un prolétariat privilégié avec, comme conséquence, la diminution du niveau révolutionnaire des classes laborieuses ; la situation néo-coloniale ouverte ou déguisée de quelques Etats européens qui, comme le Portugal, possèdent encore des colonies ; la politique dite « aide aux pays sous-développés », pratiquée par l'impérialisme dans le but de créer ou de renforcer les pseudo-bourgeoisies autochtones, nécessairement inféodées à la bourgeoisie internationale, et de barrer ainsi la route à la révolution ; la claustrophobie et la timidité révolutionnaire — qui amènent quelques Etats nouvellement indépendants et disposant de conditions économiques et politiques intérieures favorables à la révolution, à accepter des compromis avec l'ennemi ou avec ses agents ; les contradictions croissantes entre Etats anti-impérialistes et, finalement, les menaces, du côté de l'impérialisme, contre la paix mondiale dans la perspective d'une guerre atomique. Ces facteurs contribuent à renforcer l'action de l'impérialisme contre le mouvement de libération nationale.

Si l'intervention répétée et l'agressivité croissante de l'impérialisme contre les peuples peuvent être interprétées comme un signe de désespoir face à l'ampleur du mouvement de libération nationale, elles s'expliquent, dans une certaine mesure, par les faiblesses suscitées par ces facteurs défavorables au sein du front général de la lutte anti-impérialiste.

Sur le plan intérieur, nous croyons que la faiblesse ou les facteurs défavorables les plus importants résident dans la structure socio-économique et dans les tendances de leur évolution sous la pression impérialiste, ou pour mieux préciser, dans le peu qu'il y a de manque d'attention accordée

aux caractéristiques de cette structure et de ces tendances, par les mouvements de libération nationale dans l'élaboration de leurs stratégies de lutte.

Ce point de vue ne prétend pas diminuer l'importance d'autres facteurs internes défavorables à la libération nationale, tel que le sous-développement économique, le retard social des masses populaires qui en découle, le tribalisme et autres contradictions de moindre importance. Il convient pourtant de signaler que l'existence des tribus ne se manifeste comme une contradiction importante qu'en fonction d'attitudes opportunistes, provenant généralement d'individus ou groupes détribalisés au sein du mouvement de libération nationale. Les contradictions entre classes, même quand celles-ci sont embryonnaires, sont beaucoup plus importantes que les contradictions entre tribus.

Quoique les situations coloniale et néo-coloniale soient identiques en essence, et que l'aspect principal de la lutte contre l'impérialisme soit l'aspect néo-colonialiste, nous croyons indispensable de distinguer dans la pratique ces deux situations. En effet, la structure horizontale de la société autochtone, bien que plus ou moins différenciée, et l'absence d'un pouvoir politique composé d'éléments nationaux, rendent possible, dans la situation coloniale, la création d'un ample front d'unité et de lutte, indispensable d'ailleurs au succès du mouvement de libération nationale. Mais cette possibilité ne nous dispense pas de l'analyse rigoureuse de la structure sociale indigène, des tendances de son évolution et de l'adoption, dans la pratique, de mesures appropriées pour garantir une vraie libération nationale. Parmi ces mesures, tout en admettant que chacun sache mieux que quiconque ce qu'il doit faire chez lui, il nous semble indispensable de voir se créer une avant-garde solidement unie et consciente de

la vraie signification et de l'objectif de la lutte de libération nationale qu'elle doit diriger. Cette nécessité est d'autant plus pressante qu'on sait que, à de rares exceptions près, la situation coloniale ne permet ni ne réclame l'existence significative de classes d'avant-garde (classe ouvrière consciente d'elle-même et prolétariat rural) qui pourraient assumer la vigilance des masses populaires sur l'évolution du mouvement de libération. Inversement, le caractère généralement embryonnaire des classes laborieuses et la situation économique, sociale et culturelle de la force physique la plus importante de la lutte de libération nationale — les paysans — ne permettent pas aux deux forces principales de cette lutte de distinguer, par elles-mêmes, la vraie indépendance nationale de l'indépendance politique factice. Seule une avant-garde révolutionnaire, généralement une minorité active, peut donner conscience, dès le début, de cette différence, et la porter, à travers la lutte, à la connaissance des masses populaires. Cela exolique le caractère fondamentalement politique de la lutte de libération nationale et donne, dans une certaine mesure, l'importance de la forme de lutte dans le résultat final du phénomène de libération nationale.

Dans la situation néo-coloniale, la structuration plus ou moins accentuée de la société indigène dans la verticale, et l'existence d'un pouvoir politique composé d'éléments autochtones - Etat National - aggravent, déjà, les contradictions au sein de cette société, et rendent difficile, sinon impossible, la création d'un front uni aussi vaste que le cas colonial. D'un côté, les effets matériels (principalement la nationalisation des cadres et l'augmentation de l'initiative économique de l'élément indigène, en particulier sur le plan commercial) et psychologiques (orgueil de se croi-

re dirigé par ses propres compatriotes, exploitation de la solidarité d'ordre religieux ou tribal entre quelques dirigeants et une fraction des masses populaires) contribuent à mobiliser une partie considérable des forces nationalistes. Mais, d'autre part, le caractère nécessairement répressif de l'Etat néo-colonial contre les forces de libération nationale, l'aggravation des contradictions de classes, la permanence objective d'agents et de signes de la domination étrangère (colons qui conservent leurs privilèges, forces armées, discrimination raciale), la paupérisation croissante du paysannat, et l'influence plus ou moins notoire de facteurs extérieurs, contribuent à maintenir la flamme du nationalisme, et à élever progressivement la conscience de vastes secteurs populaires, et à réunir, en se basant précisément sur la conscience de la frustration néo-colonialiste, la majorité de la population autour de l'idéal de libération nationale. En outre, tandis que la classe dirigeante autochtone s'embourgeoise progressivement, le développement d'une classe laborieuse composée d'ouvriers de la ville et de prolétaires agricoles, tous exploités par la domination indirecte de l'impérialisme, ouvre des perspectives nouvelles à l'évolution de la libération nationale. Cette classe laborieuse, quel que soit son degré de conscience politique (au-delà d'une limite minimum, qui est la conscience de ses besoins) paraît, dans le cas néo-colonial, constituer la vraie avant-garde populaire de la lutte de libération nationale. Mais elle ne pourra réaliser complètement sa mission dans le cadre de cette lutte (qui ne finit pas avec la conquête de l'indépendance) si elle ne s'unit solidement avec les autres couches exploitées, les paysans en général (employés, fermiers, métayers, petits propriétaires agricoles) et la petite bourgeoisie nationaliste. La réalisation de cette alliance exige

la mobilisation et l'organisation des forces nationalistes dans le cadre (ou par l'action) d'une organisation politique forte et bien structurée.

Une autre distinction importante entre la situation coloniale et la néo-coloniale, réside dans les perspectives de la lutte. Dans le cas colonial (où la nation classe combat contre les forces de répression de la bourgeoisie du pays colonisateur) peut conduire, du moins en apparence, à une solution nationaliste (révolution nationale) ; la nation conquiert son indépendance et adopte, en hypothèse, la structure économique qui lui convient le mieux. Le cas néo-colonial (où les classes laborieuses et leurs alliés luttent simultanément contre la bourgeoisie impérialiste et la classe dirigeante autochtone) ne se résoud pas par une solution nationaliste ; elle exige la destruction de la structure capitaliste implantée par l'impérialisme dans le territoire national, et postule justement une solution socialiste.

Cette distinction résulte principalement de la différence de niveau des forces productives dans les deux cas et de l'aggravation consécutive de la lutte des classes.

Il ne serait pas difficile de démontrer que, dans le temps, cette distinction est à peine apparente. Il suffit de se rappeler que nos conditions historiques actuelles - liquidation de l'impérialisme qui, par tous les moyens, perpétue sa domination sur nos peuples, et consolidation du socialisme dans une partie considérable du monde - il n'y a que deux voies possibles pour une nation indépendante : retourner à la domination impérialiste (néo-colonialisme, capitalisme, capitalisme d'Etat) ou adoption de la voie socialiste. Cette option dont dépend la compensation des

efforts et des sacrifices des masses populaires au cours de la lutte, est fortement influencée par la forme de combat et par le degré de conscience révolutionnaire de ceux qui la dirigent.

Les faits nous dispensent de prouver que l'instrument essentiel de la domination impérialiste est la violence. Si nous acceptons le principe selon lequel la **lutte de libération est une révolution** et que celle-ci ne finit pas au moment où on hisse le drapeau et se joue l'hymne national, nous verrons qu'il n'y a ni ne peut y avoir libération nationale, sans l'usage de la violence libératrice de la part des forces nationalistes, pour répondre à la violence criminelle des agents de l'impérialisme. Personne ne doute que, quelles que soient les caractéristiques locales, la domination impérialiste implique un état de violence permanente contre les forces nationalistes. Il n'y a pas de peuple sur terre qui, ayant été soumis au joug impérialiste (colonialiste ou néo-colonialiste) ait conquis son indépendance (nominale ou effective) sans victimes. Ce qui importe c'est de déterminer quelles sont les formes de violence qui doivent être utilisées par les forces de libération nationale, pour répondre, non seulement à la violence de l'impérialisme, mais aussi pour garantir par la lutte la victoire finale de sa cause : la véritable indépendance nationale.

Les expériences du passé et du présent, vécues par certains peuples, la situation actuelle de la lutte nationale dans le monde (spécialement au Vietnam, au Congo et au Zimbabwe) ainsi que la situation de violence permanente, ou tout au moins de contradictions et de sursauts, dans laquelle se trouvent certains pays ayant conquis leur indépendance par la voie dite pacifique, nous démontrent que

non seulement les compromis avec l'impérialisme sont inopérants, mais aussi que la voie normale de libération nationale, imposée aux peuples par la répression impérialiste, est la **lutte armée**.

Nous ne croyons pas scandaliser cette Assemblée en affirmant que la voie unique et efficace pour la réalisation définitive des aspirations des peuples, c'est-à-dire pour l'obtention de la libération nationale, est la lutte armée. C'est là la grande leçon que l'histoire contemporaine de la lutte de libération enseigne à tous ceux qui sont véritablement engagés dans l'effort de libération de leurs peuples.

Il est évident qu'aussi bien l'efficacité de cette voie que la stabilité de la situation à laquelle elle conduit, après la libération, dépendent non seulement des caractéristiques de l'organisation de la lutte, mais aussi de la conscience politique et morale de ceux qui, pour des raisons historiques, sont à même d'être les héritiers immédiats de l'état colonial ou néo-colonial. Car les faits ont démontré que le seul secteur social, capable d'avoir conscience de la réalité de la domination impérialiste, et de diriger l'appareil de l'Etat héritier de cette domination, est la petite-bourgeoisie autochtone. Si nous tenons compte des caractéristiques aléatoires, de la complexité des tendances naturelles inhérentes à la situation économique de cette couche sociale ou classe, nous verrons que cette fatalité spécifique de notre situation constitue l'une des faiblesses du mouvement de libération nationale.

La situation coloniale qui n'admet pas le développement d'une pseudo-bourgeoisie autochtone et dans laquelle les masses populaires n'atteignent pas en général le degré nécessaire de conscience politique avant le déclai-

ment du phénomène de libération nationale, offre à la petite-bourgeoisie l'opportunité historique de diriger la lutte contre la domination étrangère, pour être, de par sa situation objective et subjective (niveau de vie supérieur à celui des masses, contacts plus fréquents avec les agents du colonialisme, et donc plus d'occasions d'être humiliée, degré d'instruction et de culture politique plus élevé, etc...), la couche qui prend le plus rapidement conscience du besoin de se libérer de la domination étrangère. Cette responsabilité historique est assumée par le secteur de la petite bourgeoisie que l'on peut, dans le contexte colonial, appeler **révolutionnaire**, tandis que les autres secteurs se maintiennent dans le doute caractéristique de ces classes ou s'allient au colonialisme, pour défendre, quoiqu'illusoirement, leur situation sociale.

Mais, si grand que soit le degré de conscience révolutionnaire du secteur de la petite-bourgeoisie appelé à remplir cette fonction historique, elle ne peut se libérer de cette réalité objective : la petite-bourgeoisie, comme classe des services (c'est-à-dire qui n'est pas directement incluse dans le processus de production) ne dispose pas de bases économiques lui garantissant la prise du pouvoir. En effet, l'histoire nous démontre que, quel que soit le rôle - parfois important - joué par des individus issus de la petite-bourgeoisie dans le processus d'une révolution, cette classe n'a jamais été en possession du pouvoir politique. Et elle ne pouvait l'être, car le pouvoir politique (Etat) se base sur la capacité économique de la classe dirigeante et dans les conditions de la société coloniale et néo-coloniale, cette capacité est détenue par ces deux entités : le capital impérialiste et les classes laborieuses nationales.

Pour maintenir le pouvoir que la libération nationale met entre ses mains, la petite-bourgeoisie n'a qu'un seul chemin : laisser agir librement ses tendances naturelles d'embourgeoisement, permettre le développement d'une bourgeoisie bureaucratique - et d'intermédiaires - du cycle des marchandises, pour se transformer en une pseudo-bourgeoisie nationale, c'est-à-dire, nier la révolution et se rallier nécessairement au capital impérialiste. Or, tout cela correspond à la situation néo-coloniale, c'est-à-dire à la trahison des objectifs de libération nationale. Pour ne pas trahir ces objectifs, la petite-bourgeoisie n'a qu'un seul chemin : renforcer sa conscience révolutionnaire, répudier les tentations d'embourgeoisement et les sollicitations naturelles de sa mentalité de classe, s'identifier aux classes laborieuses, ne pas s'opposer au développement normal du processus de la révolution. Cela signifie que, pour remplir parfaitement le rôle qui lui revient dans la lutte de libération nationale, la petite-bourgeoisie révolutionnaire doit être capable de se suicider comme classe, pour ressusciter comme travailleur révolutionnaire, entièrement identifiée avec les aspirations les plus profondes du peuple auquel elle appartient.

Cette alternative - trahir la Révolution ou se suicider comme classe - constitue le dilemme de la petite-bourgeoisie dans le cadre général de la lutte de libération nationale. Sa solution positive en faveur de la révolution dépend de ce que récemment Fidel Castro a appelé correctement **développement de la conscience révolutionnaire**. Cette dépendance attire nécessairement notre at-

tention sur la capacité du dirigeant de la lutte de libération nationale à rester fidèle aux principes et à la cause fondamentale de la lutte. Cela nous montre, dans une certaine mesure, que si la libération nationale est essentiellement un problème politique, les conditions du développement lui prêtent certaines caractéristiques qui appartiennent au domaine moral.

Voilà la modeste contribution qu'au nom des Organisations Nationalistes des pays africains, encore complètement ou en partie dominés par le colonialisme portugais, nous considérons comme un devoir d'apporter au débat général de cette Assemblée.

Solidement unis au sein de notre organisation multi-nationale, la C.O.N.C.P., nous sommes décidés à demeurer fidèles aux intérêts et aux justes aspirations de notre peuple, quelles que soient nos origines, dans les sociétés auxquelles nous appartenons. La vigilance en relation avec cette fidélité constitue l'un des objectifs principaux de notre organisation, dans l'intérêt de nos peuples, de l'Afrique et de l'humanité en lutte contre l'impérialisme. Pour cela, nous luttons déjà les armes à la main contre les forces colonialistes portugaises en Angola, en Guinée et au Mozambique, et nous nous préparons à faire de même au Cap Vert, à Sao Thomé et Principe. Voilà pourquoi nous consacrons la plus grande attention au travail politique au sein de nos peuples, améliorant et renforçant chaque jour nos organisations nationales, à la direction desquelles sont représentés tous les secteurs de notre société. Pour cela, nous sommes en gar-

de contre nous-mêmes et tâchons, en nous basant sur la complète connaissance de nos forces et de nos faiblesses, en renforçant les premières et en transformant les secondes, de développer constamment notre conscience révolutionnaire. C'est pour cela que nous sommes à Cuba, et que nous assistons à cette conférence.

Nous ne lancerons pas de vivats, ni proclamerons ici notre solidarité envers tel ou tel peuple en lutte. Notre présence est un cri de condamnation de l'impérialisme et une preuve de solidarité avec tous les peuples qui veulent bannir de leur patrie le joug impérialiste, en particulier avec l'héroïque peuple du Vietnam. Mais nous croyons fermement que la meilleure preuve que nous puissions donner de notre position anti-impérialiste et de notre active solidarité avec nos camarades dans cette lutte commune, consiste à retourner dans nos pays, à développer encore davantage la lutte et demeurer fidèles aux principes et aux objectifs de libération nationale.

Nous souhaitons que chaque mouvement de libération nationale ici présent puisse, les armes à la main, répéter dans son pays, en union avec son peuple, le cri déjà légendaire de Cuba :

PATRIA O MUERTE, VENCEREMOS !

MORT AUX FORCES IMPÉRIALISTES !

PARTIE LIBRE, PROSPERE ET HEUREUSE POUR CHACUN DE NOS PEUPLES !

NOUS VAINCRONS !

La Havane, le 6 janvier 1966.



dossier

les colonies
portugaises

le front de lutte contre le colonialisme portugais : nature, développement et perspectives (1)

par mario de andrade



Un regard sur la chronologie des principaux événements de l'année 1969, telle qu'elle nous a été rapportée par les grands quotidiens français d'information, n'instruit guère le lecteur sur le déroulement de la lutte armée en Angola, en Guinée ou au Mozambique (2). De même, pour les

personnalités disparues, on y a, par exemple, rappelé le souvenir de l'écrivain Camille Marbo et de Sa Majesté Saoud, ancien roi d'Arabie. Mais la tragique disparition d'Eduardo Mondlane, leader du FRELIMO, survenue le 3 février à Dar-es-Salaam, fut passée sous un silence souverain.

L'année écoulée fut, pourtant, fertile en événements marquants pour la compréhension globale de l'impact des trois fronts de lutte armée sur l'ensemble du continent et sur le plan mondial.

Nous restons persuadés qu'il est erroné d'établir un lien de causalité entre l'affrontement direct avec l'impérialisme, d'une part, et la portée mondiale d'une lutte de libération nationale et sa nature révolutionnaire, d'autre part.

La fin de la dernière décennie a rendu plus concrète et plus perceptible l'identité d'options qui animent le M.P.L.A., le P.A.I.G.C et le FRELIMO — les formations politiques africaines engagées aujourd'hui dans un combat similaire pour le renversement de la

domination coloniale portugaise et l'instauration de sociétés libres de toute exploitation en Angola, en Guinée et au Mozambique.

Quel fut le processus de formation de ces organisations, comment se caractérise de nos jours la lutte armée menée par elles et quelles perspectives s'ouvrent à leur développement — autant de questions que nous aborderons au cours de cet article.

I - Motivations de la lutte armée

Le processus de formation des organisations politiques dans les colonies portugaises obéit à une dialectique de l'unitaire et du spécifique. Leur émergence se situe historiquement, au cours des années cinquante. Après une expérience éphémère de combat protestataire au sein d'associations légales ou, lors de tentatives de création de groupements **formellement** (ou apparemment) apolitiques, la jeunesse nationaliste de ces pays s'empara vite des techniques d'organisation clandestine et s'orienta vers la structuration de mouvements politiques de type moderne.

Contrairement aux partis africains qui eurent à se battre, naguère, pour l'égalité de droits dans le cadre de l'architecture impérialiste baptisée **Union Française**, les organisations angolaises ou guinéennes placèrent d'emblée leurs revendications en dehors de la problématique coloniale.

La première période unitaire fut caractérisée par une recherche d'**identité**. La démarche d'esprit qui consistait pour les jeunes nationalistes à affirmer leur appartenance à la patrie africaine, à mener le combat pour la redécouverte de ses valeurs culturelles s'appuyait sur la critique de l'entreprise d'assimilation, mas-

que idéologique de la domination coloniale. Cette démarche fut ensuite élevée au niveau de la conceptualisation de la **révolte**.

A partir de ces données, les bases des premiers organismes unitaires furent jetées. Alors que s'ébauchait la structure des formations politiques dans chaque pays, l'organisation unitaire, sous sa première appellation MAC⁽¹⁾ donna une dimension nouvelle (en les faisant mieux connaître sur le plan extérieur) aux partis émergents.

A l'aube de l'année 60, les mouvements des colonies portugaises, dans leur période **nationalitaire** active, ouvrirent la voie à une forme de coordination unitaire, en accord avec l'évolution des combats spécifique sur le terrain. Le MAC devint **FRAIN** (4), et, une année plus tard, avec l'irruption du peuple angolais sur la scène historique, la **C.O.N.C.P.** (5) prenait naissance.

Comment les trois colonies portugaises de l'Afrique continentale sont-elles successivement devenues le théâtre des luttes armées de libération nationale ?

Tout d'abord, les facteurs **internes** de domination singularisaient la Guinée, l'Angola et le Mozambique, colonies placées jusqu'à la promulgation de la loi du 8 février 1961 sous le régime d'**indigénat**. En raison même de ses structures socio-économiques, le Portugal a longtemps appliqué les méthodes d'exploitation coloniale les plus arriérées, et, par conséquent, les plus cruelles et inhumaines : le travail forcé, et, d'une manière générale, le blocage de toute forme de développement social, économique et culturel des populations africaines. Sous le couvert d'une généreuse politique d'assimilation (sélective, au demeurant), seule une infime minorité, de l'ordre de 1 %, a pu avoir accès à l'enseignement. Au

(1) Ce texte a été rédigé avant la Conférence Internationale de Solidarité avec les peuples et les mouvements en lutte contre le colonialisme portugais, conférence qui s'est tenue à Rome le 29 juin 1970. Nous reviendrons sur cet important événement, ainsi que sur l'ensemble des problèmes posés par l'essor de la guerre de libération en Afrique australe.

(2) Cf. « Le Monde », du 1er janvier 1970.

(3) MAC : Mouvement anti-colonialiste.

(4) FRAIN : Front Révolutionnaire Africain pour l'Indépendance des Colonies portugaises.

(5) C.O.N.C.P. : Conférence des Organisations Nationalistes des Colonies portugaises.

moment où le Portugal entamait la phase administrative d'occupation effective de ces territoires, après les luttes acharnées de résistance, le peuple portugais entraînait dans la nuit fasciste.

Des actions furent cependant menées, même dans ce cadre étroit du légalisme. Mais toutes les revendications à caractère social, comme les grèves (Pijiguiti en Guinée et Mueda au Mozambique), furent noyées dans le sang. Les formes que revêtait dans ces pays la répression coloniale étaient une suite de massacres, prélude à la **guerre préventive** conçue par le pouvoir fasciste.

Sur le plan extérieur, l'évolution des rapports de forces internationales était encourageante : victoire du Viet-Minh à Dien-Bien-Phu, exemple héroïque donné par le peuple algérien en guerre, apparition de bases logistiques aux frontières avec l'accession à l'indépendance des deux Congo, de la Guinée et du Tanganyika (Tanzanie).

Ces facteurs objectifs pris ensemble, joints à la détermination subjective des responsables des mouvements de libération nationale, fondèrent des motivations communes pour la lutte armée. La guerre médiatise la conquête de l'indépendance.

A partir de l'analyse concrète de chaque situation concrète, la mobilisation politique fut orientée vers la préparation des masses pour affronter l'ennemi, au moyen de la guerre de libération nationale.

Sans vouloir aborder ici la question du levier dans cette lutte, notons en passant que l'analyse des traits caractéristiques des sociétés sous domination coloniale portugaise avait abouti à la conclusion suivante :

« Schématiquement, les masses

rurales, au point extrême de l'exploitation économique, constituent la plus grande réserve populationnelle et elles sont les plus atteintes par l'exploitation étrangère. Même là où l'industrialisation est en cours, la hiérarchie raciale dans l'emploi bloque l'émergence d'un prolétariat autochtone et éclairé, en mesure de jouer un rôle moteur dans la lutte libératrice.

Aussi, le noyau de contestation sera-t-il constitué autour des couches ayant acquis à la fois des privilèges et des possibilités d'accéder à l'intelligence de la situation coloniale : fonctionnaires, salariés, intellectuels, étudiants. Elles forgeront les instruments idéologiques du combat pour l'indépendance nationale. Cependant, le mouvement de libération nationale ne prendra son essor décisif et ne s'engagera dans une voie irréversible qu'après avoir nuisé sa réserve dans les campagnes, mobilisé et orienté le sous-prolétariat des villes » (1).

Traitant du cas spécifique de la Guinée, Amílcar Cabral expose le problème en ces termes :

« Notre paysannerie n'est aucunement un élément révolutionnaire fondamental. Le paysan est la force physique principale de notre lutte, mais il n'est pas, il n'était pas, surtout à ce moment-là (de la mobilisation), la force révolutionnaire principale. La force révolutionnaire principale,

(1) Cf. M.A : La lutte de libération nationale dans les colonies portugaises : fondements unitaires. Document de base - Conférence de Dar-es-Salam. Edit. Information CONCP 1967.

(2) Cf. Guinée : le pouvoir des armes. Interview à Tricontinental, n° 12. La Havane, mai-juin 1969.

nous l'avons trouvée dans les milieux urbains, aussi bien parmi les travailleurs salariés des ports, des bateaux, des ateliers de réparation, etc., que parmi la petite bourgeoisie, qui était consciente de la domination étrangère de notre pays après beaucoup de difficultés, ont amené la paysannerie à rejoindre la révolution » (2).

II - Guerre de libération nationale et pouvoir populaire

L'engagement successif dans la voie de la lutte armée en Angola (4 février 1961), en Guinée (janvier 1963) et au Mozambique (25 septembre 1964), fournit de nouvelles bases, sur le double plan de la théorie et de la praxis, au M.P.L.A., au P.A.I.G.C. et au FRELIMO. Mais il importe de discerner sommairement, au préalable, l'actuelle physionomie des trois fronts opérationnels :

a) en Angola : le M.P.L.A. avait été, depuis 1961, l'annonciateur et le responsable du déclenchement du processus révolutionnaire. Mais c'est seulement à partir de l'année 1964 qu'il fut en mesure de réorienter de façon irréversible le cours de la guerre et de s'imposer comme seul mouvement combattant sur le terrain. La période intermédiaire (1961-1963) fut essentiellement marquée par les obstacles dressés à la fois par les organisations antagonistes (éclosoes et dévolonnées aux frontières) et par des forces africaines alliées de l'impérialisme, avant à leur tête les gouvernements successifs du Congo-Kinshasa.

Après avoir ranimé la guérilla dans l'enclave de Cabinda (« école d'où sont sortis les éléments fondamentaux pour le développement de la lutte dans d'autres régions », selon Agostinho Neto), le M.P.L.A. étendit la

guerre à d'autres districts de la colonie, et notamment aux régions du sud-est. Prenant appui sur la « troisième région » (Moxico et Cuando-Cubango), la guérilla gagna, au nord, les vastes districts de Lunda et Malange, et s'orienta vers le district de Bié, cœur géographique du pays.

Parallèlement, les guérilleros du M.P.L.A. s'implantaient sur le front du nord.

Cet élargissement de l'espace de la guérilla, outre qu'il apparaît comme l'illustration pratique de la ténacité des combattants angolais, résulte de l'adoption d'une stratégie révolutionnaire du Mouvement.

A cet égard, la position exprimée par le Dr. Agostinho Neto, dans son discours du 3 janvier 1968, est significative :

« Le siège de notre Mouvement ne fonctionnera plus à l'extérieur ; son transfert à l'intérieur du pays a déjà commencé. (...) Cette mesure signifie que notre direction considère le moment propice pour que nos dirigeants travaillent en permanence au sein du peuple, plus près des problèmes, afin de contribuer de plus près à l'augmentation du niveau de la lutte, de lui donner un contenu politique plus défini dans toutes les régions et de la faire passer à sa phase décisive.

(...) A partir de cette année, notre siège fonctionnera à l'intérieur de notre pays et ce sera à partir de l'intérieur que nous dirigerons toutes les activités, tant sur le plan interne que sur le plan international ».

Un communiqué militaire du 4 mai 1970 fait largement état des

actions offensives des forces armées du M.P.L.A., pendant la période de janvier et février, dans la 3ème Région Politico-Militaire et dans quelques secteurs de la 4ème.

« Ces actions illustrent bien, d'une part la progression de nos forces armées vers d'autres zones du territoire national, encore sous contrôle ennemi et, d'autre part, la détermination du M.P.L.A. dans la liquidation de la présence colonialiste dans les régions libérées, détermination qui se traduit par des attaques systématiques des casernes portugaises.

Incapables de freiner l'avance victorieuse des forces armées du M.P.L.A., les colonialistes portugais s'adonnent au vol des populations angolaises et au saccage des marchandises zambiennes qui transitent en Angola, par le chemin de fer de Benguela. Les contradictions éclatent : en même temps que la presse coloniale annonce les attaques réalisées par nos guérilleros, les autorités s'acharnent à attaquer la République de Zambie pour camoufler sous le manteau « des attaques menées à partir de l'extérieur », leur incapacité de contrôler la situation militaire. Le nombre de casernes attaquées démontre bien — comme le M.P.L.A. l'a affirmé à plusieurs reprises — que les soldats portugais s'y trouvent cantonnés, ne les quittant que pour réaliser les actions criminelles contre les populations civiles.

Le nombre réduit d'embuscades et d'accrochages met en évidence le contrôle effectif du terrain par nos forces armées. En effet, dans ces régions, l'armée coloniale ne s'aventure que pour des attaques hélicoptères, et sous la couverture de l'aviation ».

b) en Guinée : l'aspect militaire de la lutte est ici caractérisé par une évolution harmonieuse et continue.

Au départ, dans le sud, puis au nord et à l'est, c'étaient des groupes autonomes de guérilleros qui combattaient contre la présence portugaise. Aujourd'hui, avec la constitution des forces armées régulières, moins d'un tiers de la Guinée (les centres urbains) reste territoire colonial.

L'action armée la plus intensive est dirigée contre les camps retranchés. Un communiqué du 17 février 1970 illustre cette situation :

« Lorsque, dans une guerre coloniale, l'action de l'agresseur tend à se caractériser principalement par des actes de terrorisme, des « coups de main » et des bombardements aériens, c'est qu'il est en défaite sur les champs de bataille. Si, par ailleurs, il perpète des agressions contre les pays voisins de celui où sévit la guerre coloniale, c'est qu'il est conscient du caractère irréversible des succès du mouvement de libération nationale et désespéré face à la défaite.

Telle est la situation des colonialistes portugais dans notre pays.

En effet, coincés dans les camps retranchés, constamment soumis au feu de nos combattants, démoralisés face à l'échec des tentatives de reconquête des régions libérées, et désespérés devant l'intensification de notre action à partir du début de la présente saison sèche (novembre), les colonialistes portugais ont non seulement intensifié les bombardements au napalm contre les populations et les tentatives de coups de main contre nos forces, mais aussi perpétré des actes d'agression répétés contre les pays voisins ».

c) au **Mozambique** : Eduardo Mondlane évoquait les débuts de la lutte armée en ces termes :

« Nous avons commencé faiblement du point de vue numérique, dans les provinces de Nyassa, Tête, du Zambèze et de Cabo Delgado. Mais dans la province du Zambèze et du Tete, le manque de coopération du Malawi nous a obligés, presque six mois plus tard, en 1965, à nous retirer parce que nous étions découragés.

« A Nyassa et à Cabo Delgado, nous avons réussi à maintenir la guerre. A tel point qu'actuellement, presque toute la province de Cabo Delgado est entre nos mains, sauf les petits villages, et à Nyassa, plus des deux tiers. En fait, tous les villages, y compris la capitale, Vila Cabral, sont isolés. Les Portugais se déplacent en avion ou en hélicoptère » (1).

En effet, d'après le rapport militaire présenté au deuxième congrès du FRELIMO, tenu en zone libérée du Mozambique en juillet 1968, au cours de la première phase les combattants peu nombreux et mal équipés, organisés dans de petits groupes, ont d'abord limité leur action à des embuscades. Ils sont arrivés graduellement à disposer de pelotons et de compagnies ; plus récemment, à former des unités spécialisées d'artillerie, spécialement entraînées dans l'utilisation de mortiers, de DCA et de canons. Les combattants sont aujourd'hui capables de liquider des bases et des camps ennemis, de même que d'organiser des embuscades fréquentes suivies d'assauts au cours desquels l'ennemi est complètement anéanti et de grandes quantités de matériel sont

saisies.

Le Comité Central du FRELIMO, au cours de sa dernière réunion (tenue du 9 au 14 mai), déclarait :

... « Sur le plan militaire, la situation est caractérisée par l'intensification de nos actions dans le but d'étendre la lutte armée à de nouvelles régions, tout en consolidant les régions libérées à l'arrière. Ainsi, dans les zones de guerre, l'ennemi est chaque jour plus isolé dans ses postes, par suite des actions de sabotage de nos guérilleros qui coupent ses lignes de communication ».

Ces actions de guérilla qui couvrent essentiellement les régions rurales d'Angola, de Guinée et du Mozambique s'accompagnent d'attaques de commandos lancés contre les centres urbains. Un groupe de militants du M.P.L.A. a saboté des puits de pétrole à Luanda et le commando « Vitoria ou Morte » opéra, le 4 juin 1969, le détournement d'un avion portugais sur le Congo-Brazzaville. Après le bombardement de l'aéroport de Bissau, à 10 km de Bissao, au début de l'année 1968, l'infanterie lourde des FARP (1) (PAIGC) attaqua dernièrement l'île de Bolama, siège de l'ancienne capitale coloniale. Des infrastructures militaires du dispositif de défense de l'armée coloniale portugaise, tels les terrains d'aviation, constituent de plus en plus la cible des forces de guérilleros, technologiquement en mesure de prendre d'audacieuses initiatives.

Aussi, la physionomie des fronts opérationnels en Angola, en Guinée et au Mozambique nous révèle-t-elle une frappante similitude : de vastes régions rurales libérées ou semi-libérées de la présence coloniale, des zones

en litige et des secteurs des premières lignes où l'ennemi est constamment harcelé. Alors que le théâtre des combats s'élargit, les régions libérées se consolident. Les troupes coloniales, en revanche, retranchées dans leurs casernes et cantonnements, gardent uniquement la maîtrise et l'initiative des bombardements aériens. Elles frappent cruellement les populations à coups de bombes au napalm et tentent vainement, à travers une campagne psychologique, la récupération des populations « indigènes »...

Les responsables politiques caractérisent l'actuelle conjoncture en termes d'un **Etat** dont une partie du territoire national, surtout les principaux centres urbains, est occupée par les forces militaires étrangères (Guinée), ou d'un **territoire indépendant**, encore occupé dans sa plus grande partie par des étrangers, Portugais, Allemands, Américains et autres (Angola).

Pour importantes que soient les actions sur le plan armé, il convient toujours de mettre en relief la prééminence de l'**action politique**.

Les régions libérées constituent aujourd'hui le cadre des mutations engendrées par la **praxis** de ces **guerres populaires de mouvement**. Dans les lointaines contrées où jadis les populations, en proie à l'arbitraire de l'administration coloniale, ne connaissaient ni l'école, ni l'hôpital, une **révolution** s'accomplit à tous les niveaux des structures sociales :

- un pouvoir politique, créé au bout des fusils, et se traduisant par l'installation des organes populaires de participation et de contrôle, c'est-à-dire la structure organisationnelle du parti ;
- une production économique

(1) Interview à la **Tricontinental**, n° 12, mai-juin 1969. La Havane.

(1) FARP : Forces Armées Révolutionnaires du Peuple.

libre et rationnelle, introduisant la concurrence avec le marché colonial ;

— une vie culturelle réalisant, en rupture avec l'assimilation, l'intégration des éléments traditionnels et l'ouverture vers le savoir moderne.

Tous ces domaines de la vie politico-administrative, socio-culturelle et économique des populations sont **re-structurés**, au fur et à mesure de l'effondrement du pouvoir colonial. C'est au travers de la **destruction créatrice** que les populations rurales, surtout, régies par les appareils politiques de leurs organisations, font l'expérience de l'indépendance.

Alors que l'éclosion du mouvement national fut un phénomène essentiellement **urbain**, l'apprentissage de l'indépendance, du fait de l'implantation de la guérilla, a pris son départ dans les villages pour s'étendre au plan national.

Cet apprentissage de l'indépendance et de la liberté arrachés, à un tel degré d'exaltation, au feu des combats contre la domination directe, ne saurait s'accommoder d'aménagements de provenance extérieure.

Dans cette perspective, le Portugal cesse d'être « puissance administrante » avec les obligations qui lui sont attachées au regard de l'article 73 de la Charte de l'O.N.U. En effet, on ne voit pas comment l'Etat portugais pourrait s'acquitter d'une prétendue « mission sacrée » d'administration des régions en guerre, « de tenir compte des aspirations politiques des populations et de les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques, dans la mesure appropriée aux conditions particulières de chaque ter-

ritoire et de ses populations, et à leurs degrés variables de développement ». Le même esprit prédomine dans le dispositif de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale, qui invite les puissances coloniales à s'engager à prendre des mesures « pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race — afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complète ».

Ces deux notions de **responsabilités de la puissance administrante** et de **transfert de pouvoir**, l'une élaborée à San Francisco, et l'autre dans l'atmosphère optimiste de l'année 1960, outre qu'elles sont déjà largement dépassées, vont à l'encontre des intérêts réels des populations que l'ONU est censée défendre. Dans l'hypothèse extrême où le gouvernement portugais viendrait à les mettre en application, le conflit éclaterait entre le **réformisme** de ces textes et la révolution inscrite dans la guerre de libération nationale.

On voit comment la dynamique du **changement social** introduite par les guerres populaires est porteuse de renouvellement de la théorie politique à l'échelle continentale.

III - Internationalisation et perspectives

Les faits abondent pour démontrer que la **guerre coloniale de génocide** menée par le Portugal se poursuit grâce à l'existence d'un vaste champ de soutien qui se manifeste par :

- la coopération organique de l'O.T.A.N. ;
- la participation financière et militaire des pays capitalistes au pillage des richesses coloniales ;

— le système de défense mutuelle adossé à l'axe Salisbury-Prétoria.

Ces trois forces composantes des alliances lusitaniennes situent l'enjeu international de la lutte de libération des peuples de l'Angola, de Guinée et du Mozambique.

Dès son admission à l'OTAN, en 1949, le Portugal a toujours bénéficié d'une constante sollicitude sur le plan militaire et financier, provenant à la fois de l'Organisation et directement de chacun de ses partenaires.

La situation du pays sur les côtes de la Péninsule ibérique, le ferme exercice de la souveraineté sur les îles de l'Atlantique (Açores, Madère, Cap-Vert, Sao Tomé) et autres possessions de l'Afrique continentale, constituaient des atouts majeurs au regard des stratégies de l'OTAN, en particulier de celles des Etats-Unis engagés dans la guerre froide. Le gouvernement portugais a su capitaliser ces avantages et faire valoir ses arguments, lors du déclenchement des opérations répressives en Angola, en 1961. Bien que, sur le plan des accords de principe, les frontières de l'aire couverte par l'Alliance atlantique confinent seulement au Tropique du Cancer, la diplomatie du gouvernement Salazar s'est battue pour une présence effective et organique de l'OTAN dans les « provinces » de l'Afrique continentale. En dépit du pharisaïsme des Etats-Unis (qui, lors de l'administration Kennedy,

(1) Voir la désignation complète du matériel de l'OTAN utilisé par les forces armées portugaises in « Portugal and NATO » — S.J. Bosgra et Chr. Van Krimpen — Brochure éditée par Angola Comité, Klarenburg 253, Amsterdam.

avaient formellement condamné, à l'ONU, la politique coloniale portugaise), ce sont bien les stocks de l'Organisation Atlantique que le gouvernement de Lisbonne achemina vers les lieux du combat.

Vingt ans après sa constitution, l'OTAN, qui manifeste de plus en plus une bienveillante compréhension envers les opérations de génocide des populations africaines, joue un rôle déterminant dans l'aide fournie au Portugal (1), pour lui permettre de résister militairement à l'assaut conjugué de trois guérillas populaires.

Réajustant sa stratégie, à la lumière de l'évolution technologique et du rapport des forces dans le monde, l'Alliance assigne, aujourd'hui, au Portugal « impérial », une nouvelle place de choix : assurer la couverture défensive de la zone ibéro-atlantique, en abritant le siège du sous-commandement IBERLANT — ce qui porte à sept le nombre d'installations de l'OTAN — et à participer, avec l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, à la constitution de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Sud (O.T.A.S.). En outre, le gouvernement de Lisbonne a conclu des accords avec la Grande-Bretagne et la République Fédérale Allemande pour l'établissement des bases qui fonctionnent déjà sur le territoire de la « métropole », avec les Etats-Unis et la France pour les îles des Açores, et avec l'Afrique du Sud pour l'île de Sel (archipel du Cap-Vert).

La constante augmentation du budget militaire portugais alloué aux « forces militaires extraordinaires des territoires d'outre-mer » (8 % du produit national brut), ne laisse aucune illusion sur les sources de financement de la guerre.

A ce stade intervient la liaison entre les partenaires de l'OTAN et les investissements économiques. Ceux-là mêmes qui fournissent une aide militaire directe au Portugal, en l'occurrence les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne de l'Ouest, retirent, par voie de conséquence, les bénéfices les plus importants de l'exploitation coloniale.

La politique coloniale portugaise dans le domaine économique se caractérisait, jusqu'à la veille du soulèvement populaire en Angola, par une prudente protection des « provinces d'outre-mer », considérées comme des chasses gardées. Les charges imposées par une situation de guerre sur trois fronts ont déterminé l'appel pressant aux capitaux extérieurs, culminant avec l'adoption d'un nouveau code d'investissement, par le décret du 26 avril 1965.

Cependant, les intérêts étrangers, en dehors de ceux de l'ancienne « métropole », n'ont pas eu le temps matériel de se développer efficacement en Guinée.

Ce facteur explique l'effondrement presque immédiat d'une économie fondée exclusivement sur un produit de traite (l'arachide), dès lors que la guérilla s'implantait dans les zones rurales.

Dès janvier 1963, les maquisards du P.A.I.G.C. avaient procédé au boycott du commerce et à la destruction des comptoirs portugais situés au sud du fleuve Corubal (la région agricole la plus riche et la plus peuplée de toute la Guinée).

Le sabotage de la culture de traite, le blocus économique des villes, la non-circulation monétaire et financière dans les zones rurales, entraîneront un rapide

effondrement des échanges extérieurs. Retenons seulement que l'exportation d'arachides enregistra une baisse de 2/3 entre 1959 et 1965, et celle du riz passa de 1.269 tonnes en 1959 à 9 tonnes en 1963 et 1964, pour disparaître totalement en 1965 (1).

En revanche, l'économie de l'Angola et du Mozambique pose, au regard de la guerre de libération nationale, des problèmes d'une autre nature. Ces pays possèdent d'immenses ressources agricoles, minières et énergétiques, dont l'exploitation fait l'objet d'une compétition de grands monopoles internationaux provenant, entre autres, des Etats-Unis, République Fédérale Allemande, Grande-Bretagne, Belgique, France, Italie, Suisse, Pays-Bas, Danemark, Japon, Afrique du Sud. Les capitaux étrangers ont dernièrement accentué leur emprise sur les industries extractives et le potentiel hydro-électrique. Et les projets de barrage sur les fleuves Cunene (en Angola) et Zambèze (au Mozambique), en enregistrant la croissante pénétration des groupes financiers sud-africains, ainsi que la présence de leurs troupes d'élite, témoignent de l'escalade de l'offensive commune des sociétés coloniales blanches en Afrique australe (2).

Il convient de partir de cette idée fondamentale que l'Afrique du Sud est une puissance à vocation expansionniste, fondée sur son énorme potentiel économique, militaire et énergétique, défendant le pouvoir afrikander à l'intérieur du système de l'apartheid.

(1) Cf. Guinée et Cap-Vert. Edit. Informations CONCP. Alger, 1970.

(2) Voir Africasia, n° 8, article d'Aquino de Bragança : Un barage contre les hommes.

Sans doute, l'Etat d'Afrique du Sud, tributaire des capitalismes occidentaux, n'est-il pas économiquement indépendant, au sens plein du terme ; mais la nature de ses ressources et potentialités, sa masse industrielle, eu égard au sous-développement des régions environnantes, lui permettent de jouer le rôle d'une « métropole » impérialiste. Le gouvernement Vorster peut donc orienter sa politique « africaine » dans trois directions concurrentes : exportation de l'apartheid en Rhodésie et présence militaire, aussi bien dans ce pays qu'en Angola et au Mozambique ; coopération, sinon annexion pure et simple, des Etats africains avoisinants (Malawi, Botswana, Lesotho) ; plus loin, campagne de **dérel** de l'apartheid auprès des régimes qui se targuent de réalisme et modération (Madagascar, Ghana...).

Le défi sud-africain est déjà lancé et les trompettes de la guerre ne manqueront pas de sonner dans les verdoyantes campagnes des alentours...

Dans la **compétition entre les particularités** — fait de tout conflit armé — dont parle Mao Tsé-Toung, il faudra retenir parmi les éléments de supériorité de l'ennemi sud-africain, son avance technologique et la couverture des puissances de l'OTAN ; parmi les points faibles, outre le relatif isolement sur le plan de la morale internationale, il conviendra de souligner l'insuffisance fatale de ses ressources en forces humaines (1) et le caractère injuste de la guerre. Alors que la lutte

(1) Ce sera là le talon d'Achille, pour employer l'expression de Basil Davidson. Cf. l'article « La guérilla africaine à l'assaut des bastions blancs ». In « Le Monde diplomatique », novembre 1968.

des mouvements de libération nationale de la région se prévaudra d'un contenu progressiste, bénéficiant d'un large soutien de par le monde, et possèdera d'énormes réserves humaines. Bien entendu, le jeu de cette compétition ne pourra se décider en faveur des mouvements de libération nationale qu'à condition que ces derniers appliquent une stratégie aboutissant pratiquement à considérer l'ensemble de la région d'Afrique australe comme un seul **front opérationnel**, dans une guerre de longue durée.

Ce n'est pas prophétiser que d'affirmer qu'aucun pays africain de la région ne pourra échapper, tôt ou tard, au choix d'une alternative posée par le régime de Pretoria : soit l'engagement dans l'affrontement armé, aux côtés des mouvements de libération nationale, soit la compromission directe ou indirecte avec les tenants de l'apartheid. Tels nous semblent être les termes de l'**équation de la libération** de l'Afrique australe.

Mais revenons à notre point de départ, à la nature originelle du conflit qui oppose les peuples d'Angola, de Guinée et du Mozambique à la puissance coloniale portugaise.

Nous avons esquissé la physiologie des trois fronts de lutte armée dirigée par le MPLA, le PAIGC et le FRELIMO, et brièvement analysé comment le Portugal y fait face, grâce au soutien de ses alliés, dans le cadre d'une vaste compétition internationale. Ces guerres de libération ont donc fait émerger de sa léthargie ce pays **arriéré** qui amorce aujourd'hui un mouvement d'intégration à l'Europe.

Certes, des transformations s'é-

taient déjà opérées au sein du capitalisme portugais au cours de la période de la deuxième guerre mondiale. Mais il a fallu le déclenchement du mécanisme répressif contre le peuple angolais en 1961 pour révéler la crise industrielle au Portugal. La rupture de l'équilibre financier qui s'ensuivit fut aussitôt rétablie par les emprunts extérieurs ainsi que par la rentrée de devises, avec la circulation touristique.

L'accession de Marcello Caetano au pouvoir, en 1968, consacra l'avènement d'un représentant insigne du néo-capitalisme portugais. Il maintient personnellement des liaisons financières avec les monopoles portugais et autres sociétés européennes, en qualité de membre de plusieurs conseils d'administration, après avoir été naguère, dans la force de l'âge, le maître vigilant du « droit à la colonisation ». Le gouvernement du **Professeur** Caetano ne saurait ni promouvoir, à l'intérieur, de profondes réformes mettant en cause les intérêts économiques dont il est le défenseur, ni s'acheminer vers la **décolonisation** d'un empire dont il fut l'idéologue. Les lois inéluctables du progrès, l'adéquation du néo-capitalisme portugais à la concurrence européenne, imposent cependant une libéralisation de façade. Alors que sur le plan des « provinces d'outre-mer », on tente une récupération des **élites** africaines, pour endiguer, bien entendu, le triomphe du mouvement de libération nationale.

Ainsi se présente le réseau étroit de contradictions où s'enlise actuellement le gouvernement portugais.

Lors du premier anniversaire de son investiture, Marcello Caetano déclarait :

« En défendant l'outre-mer de la subversion soutenue par les puissances étrangères, le gouver-

nement sait que cela correspond à un impératif national. Ce que l'on y attend, c'est l'intégrité du territoire, mais aussi la sécurité des vies, la paix des populations, une œuvre séculaire, la civilisation elle-même ». Et le Premier ministre réaffirma encore la résolution de mener le bon combat — « celui d'épargner notre Afrique des calamités des indépendances factices, proclamées au moyen d'illusions auto-déterminées qui, en hommage aux mythes à la mode, sacrifient les véritables intérêts des peuples et compromettent la paix du monde ».

Beaucoup se demandent si, compte tenu du retard historique de ses structures socio-économiques, le Portugal pourrait encore réunir à temps les conditions requises pour une néo-colonisation de ses « provinces d'outre-mer ». La question ne relève certainement pas du byzantinisme et les mouvements de libération qui s'y sont enchevêtrés ont répondu par la négative.

Pourrait-il y avoir une formule de compromis entre l'ultra-colonialisme et le néo-colonialisme ?

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici, incidemment, la position « idéaliste » adoptée par la CDEU (1) sur la question coloniale, lors de la dernière campagne des élections législatives portugaises :

« Donner naissance à des sociétés multi-raciales viables à majorité noire et minorité blanche, c'est tenter une solution culturelle et historique jusqu'ici non encore obtenue dans le monde.

Seule cette solution est digne du problème mis en équation en

Afrique portugaise. Et c'est seulement par elle que l'on pourra obtenir la synthèse des valeurs rationalistes techniques de la culture machiniste de l'Occident avec les valeurs poétiques et communautaires caractéristiques du monde africain dont sera imprégnée la civilisation qui commandera l'avenir du progrès humain. Elle seule constitue la solution totale pour l'angoisse que le processus du colonialisme a ouvert dans l'histoire contemporaine.

Nous ne savons pas si le temps permettra que l'on puisse encore entendre le langage que nous proposons. Mais il devient nécessaire qu'il soit offert au monde comme la solution du Portugal, afin de servir de réparation aux erreurs commises, d'être un signe de culture et de conscience dans un problème dominé par des sentiments primaires comme l'intérêt, la force, la révolte et la haine — un simple message d'humanité et d'espérance ».

On voit se profiler, en filigrane, la véritable alternative posée au gouvernement portugais, dans le contexte de son effort de guerre. Face au « géant » sud-africain dont il est en passe de devenir tributaire pour la défense de l'Angola et du Mozambique, le Portugal se trouve acculé à choisir entre garder la mainmise sur les « provinces d'outre-mer » et accepter que l'Afrique du Sud étende son hégémonie sur ces deux pays.

Rendu à lui-même, dans son rectangle ibérique, le Portugal cède le flanc à des points vulnérables : rythme de croissance économique compromis par le poids des dépenses affectées à la guerre (58% des ressources de l'Etat) ; éventualité de soulèvements populaires ou de sabotage des bases de départ de la guerre coloniale ; limitation démographique des ressources humaines. Ce der-

nier point risque d'atteindre, le premier, la cote d'alerte. D'où l'ensemble de mesures récemment édictées par le gouvernement de Lisbonne, concernant le service militaire.

Sur le terrain opérationnel, on assiste depuis quelque temps à une participation plus large des éléments civils, colons et autres forces para-militaires, comme c'est le cas pour l'Angola.

Doit-on conclure, pour autant, que le gouvernement portugais ait déjà engagé dans les trois fronts le maximum de ses possibilités ou atteint le plafond de ses ressources ?

Il s'agit ici de guerres longues inscrites dans la temporalité d'une totale émancipation de l'Afrique. Ces guérillas que l'on prétend « faibles » (1) immobilisent, pourtant, des effectifs de l'armée portugaise de l'ordre de 150.000 hommes en Angola, en Guinée et au Mozambique (2).

Abordant à la fin de son dernier ouvrage le problème controversé de la contradiction principale de notre temps (impérialisme/Tiers-Monde), Pierre Jalée affirme « qu'il est politiquement intolérable de voir tant et tant de programmes de partis ou organisations progressistes et marxistes en Europe occidentale ne faire intervenir le Tiers-Monde qu'au dernier chapitre, celui des bonnes œuvres, comme pour réparer un oubli. Et pour être plus concret, se demande-t-il, comment exotiquer, par exemple, que le Portugal puisse depuis des années pour-

(1) Elena de la Souchère, in « Le Monde diplomatique », février 70.

(2) « Ce chiffre équivaudrait, toutes proportions gardées, à une armée de deux millions d'Américains au Viet-Nam » (Basil Davidson).

(1) Commission électorale de l'unité démocratique. Cf. « Diário de Lisboa », 28 septembre 1969.

suivre une défense armée de pur type colonialiste en Angola, en Guinée et au Mozambique, avec le concours effectif, économique et militaire, de ses partenaires de l'OCDE et de l'Alliance atlantique, sans que, dans aucun pays membre de ces organisations, une action quelconque ait été entreprise pour contrecarrer cette solidarité impérialiste ? Comment ne peut-on pas comprendre que de telles actions seraient profitables, aussi, au développement des luttes plus spécifiquement intérieures aux pays en question ? Ces dernières, à leur tour, et si elles revêtent quelque ampleur, devant avoir d'inévitables « retombées » dans le Tiers-Monde (3).

On n'a peut-être pas encore suffisamment compris en Europe la portée que le combat des peuples de ces pays a acquise, au niveau continental, et que l'on y poursuit inlassablement une radicale mutation de structures et de mentalités. On ne discerne peut-être pas qu'en dernière analyse,

l'issue de la bataille placée sur le terrain de l'Afrique australe ouvrira comme au Viet-Nam, aujourd'hui, de nouvelles perspectives pour la liquidation de l'impérialisme.

Cependant, dans la conjoncture politique de l'Afrique et compte tenu du rapport mondial des forces, l'accomplissement d'un tel **projet révolutionnaire** nécessite, non plus la phraséologie anti-impérialiste, mais le réveil ou la réactivation de l'internationalisme prolétarien.

Mai 1970

(3) Cf. « L'impérialisme en 1970 ». Petite collection Maspero.